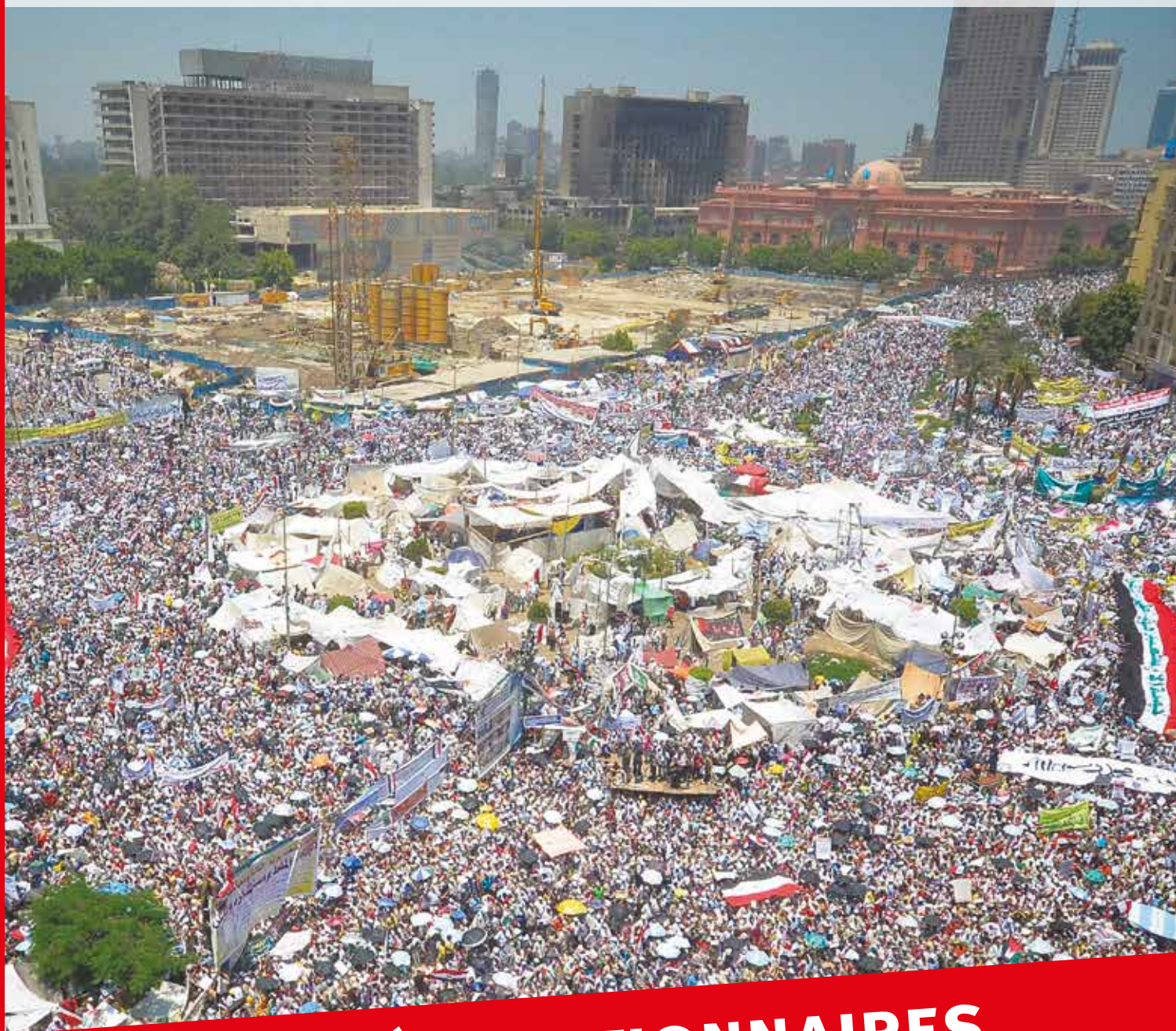


*l'Anti*capitaliste

N°131 | DÉCEMBRE 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRES AUJOURD'HUI



LE RÔLE DE LA
CANDIDATURE POUTOU



ÉRIC ZEMMOUR ASSURE
LE (FA)SHOW



VICTOIRE HISTORIQUE DES
PAYSAN·NES INDIEN·NES

ÉDITORIAL

Frank Prouhet

Confier la gestion d'une pandémie au capitalisme nuit gravement à la santé ! **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Larrache Le rôle de la candidature Poutou **P4**

Commission nationale antifasciste du NPA Éric Zemmour assure le (fa)show **P7**

Raphaël Preston Le secteur du transport voyageurs après huit semaines de grève à TransDev en Seine-et-Marne **P10**

Commission d'intervention sur les lieux de travail du NPA Télétravail, chômage, réorganisation de la production : pandémie et effet d'aubaine, des exemples concrets **P13**

P. Sainath Victoire historique des paysanNEs indienNEs **P15**

DOSSIER

Christine Poupin Être révolutionnaires aujourd'hui **P18**

Robert Pelletier Réformisme et bureaucratie, étoiles jumelles **P21**

Hélène Marra De la crise à la révolution ? **P24**

Antoine Larrache Le parti et la révolution **P28**

HISTOIRE

Norbert Nusbaum

Avril 1995 : 5 semaines de grève à l'usine Belin/Danone d'Évry (91) **P31**

FOCUS

Équipe parrainages S'inviter chez les maires pour s'inviter à la présidentielle ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Place Tahrir, 29 juillet 2011 © Ahmed Abd El-Fatah / Wikicommons



Manifestation contre les violences faites aux femmes le 20 novembre 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://anticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Confier la gestion d'une pandémie au capitalisme nuit gravement à la santé !

PAR FRANK PROUHET

1 000 dollars par seconde. 10 000 morts par jour. Leurs profits sur les vaccins, nos morts faute de vaccins ! Pour les pays riches, 155 vaccins pour 100 habitants. Seulement 9,3 pour 100 habitants dans les pays pauvres !

Alors que l'Europe est frappée par une 5^e vague, on apprend déjà le nom de la sixième, Omicron. Car l'apartheid vaccinal a accouché d'un nouveau variant. L'urgence n'est pas à la fermeture des frontières, cela n'a pas marché avec le variant delta, pourtant moins contagieux, l'urgence est à la levée de l'apartheid vaccinal, qui est l'autre nom des brevets, du monopole de production pour 20 ans de ces biens communs que devraient être les vaccins anti-covid, rapidement trouvés grâce aux milliards d'argent public, mais accaparés par les Big Pharma, et protégés par Macron.

Pénurie dans les pays pauvres, mais hold-up sur la Sécu dans les pays riches. Alors que les vaccins sont ceux du peuple, financés une première fois sur fonds publics, notre Sécu doit les payer une deuxième fois au moment de l'achat des doses. 2,5 milliards d'euros pour la Sécu en 2021, l'équivalent de l'embauche de 59 000 infirmierEs !

Alors, si la réunion de l'OMC a été reportée, pour cause d'Omicron, la mobilisation a été maintenue. Le 30 novembre, de Jakarta à Bruxelles, de Paris au Cap, est descendue dans la rue l'exigence de la levée des brevets et des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, tests et traitements Covid. La conférence de presse internationale de Genève a été le meilleur exemple de cette solidarité, en présentiel ou par zoom, d'Afrique du Sud ou du Parlement de Berne, ONG, fédérations syndicales comme PSI, Fédération mondiale des syndicats des services publics, ITE, Fédération mondiale des syndicats du transport, associations, éluEs, 24 voix du monde entier ont réaffirmé cette exigence.

L'ÉCLAIRAGE A ÉTÉ MIS SUR L'APARTHEID VACCINAL

Mais l'arrivée de traitements réduisant de plus de 50 % les risques de formes graves de Covid, chez les personnes présentant des facteurs de risque importants, va révéler l'apartheid médical dont sont synonymes les brevets des Big Pharma.

Pour isoler, et maintenant plus encore pour traiter, il faut tester ! Médecins sans Frontières souligne qu'un test peut être produit et vendu autour de 5 dollars. Mais il sera vendu, par Cepheid par exemple, autour de 19,8 dollars. Cepheid qui a reçu 250 millions de dollars d'argent public US, pour développer ses nouveaux tests Covid GeneXpert. Et qui « généreusement » propose de baisser ses prix à 14,9 dollars, pour les pays à faibles et moyens revenus ! Encore trois fois trop cher selon MSF. Et sans test, comment mettre en œuvre les nouveaux antiviraux comme le Molnupiravir de Merck (MSD) ? Un traitement coûte

17,74 dollars à produire, sa recherche est largement issue de fonds publics. Mais il sera vendu par Merck 712 dollars aux USA, quarante fois plus. Mystère sur le prix que notre Sécurité sociale va payer pour les 50 000 doses commandées par Véran. Secret commercial oblige. Merck, mais aussi Pfizer, vantent leur accord avec le Medecines Patents Poll pour un accès équitable, à prix réduit, aux nouveaux antiviraux dans les pays pauvres. Un véritable trompe-l'œil selon une tribune parue dans *le Monde*, qui souligne que « les progrès restent cantonnés à des pays et à des conditions d'administration si complexes qu'il s'agit finalement pour les deux compagnies pharmaceutiques concernées de "niches" et de marchés peu attractifs et rentables pour elles ».

URGENCE POUR LA SANTÉ, POUR LES SERVICES PUBLICS

Déjà fortement ébranlés par des années d'austérité, les hôpitaux publics et leurs personnels épuisés sont menacés d'explosion par la Covid. La prise en charge des autres pathologies, sans parler de la prévention, est repoussée. C'est le constat unanime dressé par les militantEs du réseau européen contre la privatisation et la marchandisation dans la santé. En France, Belgique, Pays-Bas et bien plus encore en Grèce, où la politique de la troïka a laminé le système de santé publique, les hôpitaux sont débordés. Cela nourrit les mobilisations, comme celle du 4 décembre en France, Urgence pour la santé, qui dénonce la poursuite des politiques d'austérité, là où il faudrait investir massivement dans la santé, les 20 % de lits fermés, faute de personnels. Mais cela nourrit aussi une accélération de la fuite des personnels hors de l'hôpital, pour celles et ceux qui n'ont plus d'espoir dans une amélioration du système. Si l'on jette son regard sur les systèmes de santé des pays dominés, un seul chiffre suffit pour avoir une idée de leur état. Seuls 28 % des établissements de santé africains ont un accès correct à l'électricité.

Alors qu'une véritable politique de prévention de la diffusion du Covid devrait être mise en place avec et par les populations, elle se résume souvent au visage du gendarme, au pass sanitaire ou à un simple SMS de l'assurance maladie. Impossible pour les bourgeoisies d'accepter de desserrer l'étreinte de l'austérité, ou de lâcher du pouvoir aux salariés, aux usagers, aux habitants des quartiers, même sous prétexte de Covid. Alors si le capitalisme nuit gravement à la santé, en ces temps de Covid, opposons-lui nos mobilisations, nos exigences, notre auto-organisation et notre solidarité internationale. Personne ne sera sauf, tant que tout le monde ne sera pas sauf ! □

Le rôle de la candidature Poutou

PAR ANTOINE LARRACHE

En 2017, la campagne Poutou a connu un petit succès : autour du débat du 5 avril, nous avons acquis une certaine notoriété dans la confrontation avec la droite et l'extrême droite, Fillon et Le Pen. Nous avons réussi à faire connaître une figure radicale, la figure d'un ouvrier qui n'accepte pas la situation faite aux classes populaires.

Cinq ans après, le retour le plus fréquent sur la campagne est que Philippe est « quelqu'un qui parle comme nous ». Son refus d'être sur la photographie avec les autres candidats lors du débat télévisé, sa capacité à s'affirmer sur des questions difficiles comme le rôle de la police et le soutien aux luttes contre les oppressions ont construit une figure identifiée dans les masses.

En 2017, nous n'avions pas réussi à aller plus loin. Il a été quasiment impossible de faire connaître à un niveau un peu large des perspectives politiques, que ce soit pour les luttes ou pour la construction d'une alternative et du parti. Le recrutement a été très limité, et la crise du NPA n'a pas été enrayée.

La troisième campagne Poutou doit se fixer des objectifs en relation avec ces points de départ, dans le contexte de la crise globale aggravée du système. La réussite des meetings des derniers jours, à Toulouse et Strasbourg en particulier, montre le potentiel d'une campagne qui commence comme celle de 2007.

LA LUTTE DES CLASSES À UN POINT D'ÉQUILIBRE INSTABLE

Ce n'est pas l'objet de ce texte de revenir sur cette dernière, avec ses dimensions écologique, sanitaire, sociale, politique. Mais il faut constater ses effets sur le plan politique et institutionnel. La France comme bien d'autres pays d'Europe, connaît une crise de la représentation politique, des partis de gestion du capitalisme. Le discrédit de la droite classique, appuyée sur la bourgeoisie traditionaliste, Les Républicains, est

maintenu. La gauche institutionnelle demeure incapable de se (re)construire. L'extrême droite poursuit son renforcement, entre un le Rassemblement national de Marine Le Pen qui peine à se positionner dans la lutte pour le pouvoir mais reste un marqueur de l'extrême droite et un Zemmour qui incarne une frange franchement fasciste, avec notamment le soutien du milliardaire Bolloré et un discours populiste qui plait aux franges les plus réactionnaires, notamment dans la petite bourgeoisie et les déçus de la « dédramatisation » de Le Pen.

La gauche, ce qui reste du mouvement ouvrier organisé, est éclatée. Le PS paie sa politique de gestion du capitalisme, ses attaques antisociales, et dans son sillage ses alliés que sont les Verts, le PCF ou Génération.s. La France insoumise se complait dans son orientation de distanciation par rapport aux traditions du mouvement ouvrier et à la gauche, ne parvient pas à réaliser le grand écart entre d'une part une stratégie institutionnelle et l'absence de démocratie interne et d'autre part une tentative de reconstruction d'un courant contestataire des politiques des partis dominants. Mais ces problèmes – et bien d'autres, notamment sur l'impérialisme, le rôle des luttes, etc. – ne suffisent pas à expliquer pourquoi il n'y a pas à ce jour d'expression politique du monde du travail et d'organisation – fût-elle réformiste – capable d'exprimer le refus des politiques gouvernementales et patronales.

La faiblesse du mouvement ouvrier et de l'expression politique, centralisée, des intérêts de la classe ouvrière, est

une question clé de la situation.

Ce sont tous ces éléments – faiblesse de la gauche, maintien d'une droite fragilisée, montée de l'extrême droite – qui permettent à Macron de se maintenir aux affaires, en équilibre instable. Sa légitimité est faible mais son pouvoir est fort, en Bonaparte appuyé sur les institutions de la V^e République, qui montrent leur capacité à construire un pouvoir fort malgré une base sociale réduite.

Cette instabilité peut se résoudre de manières variées, selon les réussites de Macron, les rapports de forces sociaux et politiques, et les besoins de la bourgeoisie dans le cadre de la concurrence internationale. Les mobilisations qui existent depuis plusieurs mois à une petite échelle, dans la santé, pour les salaires, pour l'emploi, et surtout les mobilisations de masse comme celles de Guadeloupe et de Martinique, en écho aux mobilisations des Gilets jaunes ou, avec ses ambiguïtés, contre le pass sanitaire, montrent un potentiel du côté de la classe ouvrière pour changer le rapport de forces. Même si les réactions contre le pass et ses conséquences liberticides ont été très limitées et n'ont pas posé la revendication du refus des brevets et des moyens dans la santé.

Ainsi, à cette étape, c'est bien la classe dominante qui garde toutes les clés en main, qui guide le rythme des attaques antisociales. C'est le second élément clé de la situation : il y a une urgence à construire une opposition militante au gouvernement, pour lui infliger une défaite majeure. Ce point est complètement imbriqué avec la possibilité de reconstruire une expression politique du

monde du travail. En effet, ce sont les classes qui sont à l'initiative, qui sont capables de se doter de représentants et d'une politique, qui gagnent des combats, qui se renforcent. Macron constitue la représentation politique dominante, majoritaire, de la bourgeoisie, tandis que le prolétariat est orphelin d'une direction politique et d'une unité d'action voire, tout court, d'actions.

LES PRÉMICES D'UNE RECOMPOSITION À GAUCHE

La situation est bloquée à gauche : les partis les plus liés aux institutions – PS, EELV et PCF – n'ont d'autre perspectives que de tenter de se positionner comme un recours raisonnable face à la droite et à Macron. Mais on voit mal comment cela pourrait fonctionner, puisqu'ils semblent incapables de donner d'autre espoir que de faire fonctionner un système dans lequel la population ne croit plus.

La France insoumise, elle, tente de formuler la possibilité d'une alternative radicale au personnel politique et aux orientations données. Mais le système Mélenchon atteint sa limite : le discours ambigu vis-à-vis d'un certain nombre de marqueurs pour les secteurs politisés des classes populaires (sur l'immigration, sur le clivage gauche-droite...) n'enthousiasme pas, tandis que la posture d'homme providentiel a été mise en échec dans les deux élections précédentes, d'autant qu'elle se formule d'une façon sectaire vis-à-vis du reste du mouvement ouvrier, comme un refus d'unir la gauche et de soutenir concrètement le mouvement syndical et associatif. Des tentatives comme la « primaire populaire » illustre le ras-le-bol d'une partie du « peuple de gauche » vis-à-vis de sa division.

Il semble donc qu'une frange significative du monde du travail cherche quelque chose de neuf, qui réponde à la crise globale du système et à l'usure des partis institutionnels, quelque chose qui suscite un espoir à gauche.

Ces espoirs sont pleins d'ambiguïté. Bien des jeunes et des salariéEs sont nostalgiques d'une gauche qui apporte le progrès social, qui soit proche d'elles et eux, qui ne trahit pas ses engagements, mais qui s'inscrive dans une démarche à l'intérieur des institutions, du dialogue social, de la cohésion nationale. Il n'y a pas de conscience révolutionnaire et de projet alternatif au capitalisme conscient dans cette

aspiration. Mais, d'un autre côté, qui, à part notre courant, peut représenter une telle gauche, honnête, combative, unitaire et radicale, qui ne renie aucun de ses engagements tant sur les questions de rapport capital-travail que sur les questions internationalistes et démocratiques, particulièrement dans la lutte contre les oppressions ? Certainement pas les organisations d'extrême gauche que sont Lutte ouvrière, le POID ou Révolution permanente, puisque ces organisations sont caractérisées par leur sectarisme vis-à-vis des autres courants du mouvement ouvrier et refusent ainsi de discuter des problèmes qui se posent pour celles et ceux qui veulent le reconstruire, sincèrement, sans avoir de stratégie pour le faire.

Il est donc de notre responsabilité de créer un pont entre cette aspiration à un projet politique en rupture avec les politiques menées et notre projet révolutionnaire.

Il ne fait aucun doute qu'à la suite de la présidentielle, de nouveaux problèmes se poseront. Le PS ne pourra pas continuer de la même manière, La France

pour construire une société socialiste. Au fond, le sens de la candidature Poutou est de poser la question du parti pour les exploités, de sa construction en opposition aux politiciens bourgeois, de sa stratégie dans une période de crise profonde du capitalisme et de la conscience de classe. Poser la question, sans être capables à cette étape de la résoudre. Voter pour Philippe Poutou, c'est affirmer son soutien à ce projet.

QUATRE POINTS POLITIQUES À ARTICULER

Il découle de ces enjeux quelques points saillants qui font le socle de notre campagne :

1/ Nous sommes partie prenante de la (re)construction du mouvement ouvrier, nous voulons dégager Macron et tous ceux qui mènent ce type de politique.

2/ L'extrême droite est notre pire ennemi, il faut la combattre, la faire taire, et que les classes populaires et touTEs celles et ceux qui croient aux droits démocratiques s'unissent contre



insoumise sera percutée de plein fouet par un nouvel échec de Mélenchon. Des recompositions auront lieu au sein de la gauche institutionnelle, posant à des millions de militantEs, plus que jamais sans perspective politique claire, la question du parti. Dans cette nouvelle période, nous devons tenter de peser en posant les problèmes décisifs : la nécessité de reconstruire un mouvement ouvrier, uni, capable de peser sur la scène politique, et construire un parti dont la raison d'être est d'avoir une stratégie pour renverser le capitalisme, un projet révolutionnaire, et

elle, sans illusions dans les solutions institutionnelles.

3/ Nous voulons renverser le capitalisme, ce système en crise profonde et gouverné par la recherche des profits, pour construire une autre société. Nous voulons construire un parti pour préparer cet affrontement, cette révolution sociale. Nous voulons organiser dès maintenant touTEs celles et ceux qui veulent travailler à ce projet.

4/ Nous voulons être utiles dès maintenant pour celles et ceux qui ne veulent pas attendre la révolution, en mettant en avant des revendications d'urgence en rupture avec la logique capitaliste.

QUELQUES POINTS PROGRAMMATIQUES CLÉS POUR LA PÉRIODE

1/ Face à la menace pour l'humanité, une écologie révolutionnaire

Le rapport du GIEC, la faillite des COP et la pandémie montrent qu'il n'y a pas d'évolution dans les politiques menées au niveau mondiale et que l'humanité va à la catastrophe. La réponse de Macron est la promotion du nucléaire, c'est-à-dire la menace d'une dévastation du monde encore plus rapide.

Notre solution combine la planification, sous contrôle des salariéEs, dans tous les domaines, particulièrement de l'énergie, qui aboutira à une sobriété énergétique et productive, la sortie des énergies fossiles, et des investissements massifs dans les services publics, que ce soit dans les transports, la santé, la recherche, l'éducation...

2/ Face au développement de la pauvreté, reprendre l'argent volé par le patronat

Des millions de personnes travaillent de plus en plus et de plus en plus longtemps tandis que des millions d'autres tombent dans la pauvreté ou la précarité. Il faut augmenter les salaires, de 400 euros, avec un revenu minimum de 1800 euros, partager le temps de travail jusqu'à supprimer le chômage, interdire les licenciements et les suppressions de postes, donner une allocation d'autonomie à tous les jeunes pour étudier, se former ou rechercher un premier emploi. Face à la crise, il

faut réquisitionner les banques et annuler la dette, arrêter tous les cadeaux aux grandes entreprises (exonérations, CECI...) et la fraude fiscale.

3/ Face à la crise démocratique, à la répression et aux oppressions

La démocratie bourgeoise est en crise. La montée de l'extrême droite et des politiques autoritaires sont un support pour surexploiter, discipliner, opprimer. Les courants réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie s'organisent. De notre côté aussi, il faut nous organiser, unifier touTEs les oppriméEs et les exploitéEs pour leur faire face, pour un monde égalitaire et solidaire.

Nous revendiquons l'égalité entre touTEs et tous, contre les discriminations, au travail, que ce soient pour les salaires des femmes ou le droit au travail des étrangerEs, pour la liberté de circulation et d'installation. Nous voulons la liberté pour les peuples opprimés, que ce soient les pays dominés ou les colonies françaises, pour lesquelles nous revendiquons le droit à l'autodétermination, des services publics et des salaires décents, l'arrêt de la répression. Nous voulons dissoudre les institutions antidémocratiques de la V^e République, que ce soit la fonction présidentielle, le Sénat ou sa police répressive, nous voulons limiter le salaire des éluEs au salaire moyen, rendre toutes les fonctions révocables.

UNE DÉMARCHÉ TRANSITOIRE, UN PARTI POUR LA FAIRE VIVRE

Dans une période électorale, beaucoup de salariéEs et de jeunes se tournent vers nous parce qu'ils et elles cherchent une solution et pensent que des militantEs honnêtes comme nous peuvent en être acteurs. Des personnes qui ne croient pas nécessairement dans notre projet de société mais ne supportent plus le capitalisme.

À toutes ces personnes, nous proposons de militer ensemble, dès maintenant, pour défendre des mots d'ordre de rupture avec les politiques actuelles, pour œuvrer à la reconstruction d'un mouvement ouvrier fort, unitaire, militant, en lien avec les luttes de ces dernières années, des Gilets jaunes, des grèves pour les retraites, les salaires et l'emploi, des luttes féministes et LGBTI, des mobilisations antiracistes et contre les violences policières.

Notre position, en tant que petite organisation, peut paradoxalement jouer un rôle positif : nous ne vendons pas du rêve, voter Philippe Poutou ne résoudra pas les problèmes, il faut un rapport de forces. Militer avec nous, défendre cette candidature, faire le score le plus fort possible, être présentEs aux élections législatives pour construire un maillage national et des collectifs militants sur tout le territoire, cela contribue à faire avancer nos idées, à préparer les batailles devant nous qui changeront le rapport de forces entre les classes. Nous sommes une petite organisation au regard des enjeux de la période, il faut construire un parti de masse, nous proposons à toutes celles et ceux qui se reconnaissent globalement dans notre projet de nous rejoindre pour y contribuer.

Le parti que nous voulons est la réalisation concrète de ce projet politique. Aussi dans cette campagne, nous voulons mettre en place des comités larges de soutien à la campagne Poutou, qui auront pour objectif de militer ensemble avec les milliers de personnes qui se reconnaissent dans les idées générales de la campagne. Nous constatons touTEs quand nous diffusons des tracts qu'un engouement significatif s'exprime dans les quartiers populaires pour la campagne Poutou, à nous de le transformer en force militante. Le meeting à l'université de Toulouse Le Mirail, qui a regroupé plus de 500 jeunes et lors duquel une centaine ont pris contact, montre le potentiel existant, la possibilité de réaliser une expérience d'action politique avec des milliers de salariéEs, de jeunes, de précaires. À la fin de cette campagne, une bonne partie pourra être intéressée par une action militante régulière, par la construction du parti, tandis que d'autres ne le souhaiteront pas mais seront fortEs d'une expérience militante qui concourra à reconstruire le mouvement ouvrier sur la longue durée. □



Éric Zemmour assure le (fa)show

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE DU NPA

Il se dégage d'Éric Zemmour quelque chose de « l'acoustique oratoire » qu'évoque Trotsky à propos d'Hitler et ses idées (dans « Qu'est-ce que le national-socialisme » en 1933, sans faire aucune analogie abusive entre les périodes et les acteurs) : « de ses premières improvisations, l'agitateur ne conservait dans sa mémoire que ce qui rencontrait l'approbation. Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire. C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre, c'est ainsi que son programme s'étoffait ».

Marine Le Pen, qui s'y connaît en fachos de tout genre et garde en mémoire les petites phrases outrancières de son père, juge qu'Éric Zemmour « vient dire des choses avec une forme de brutalité qui fait que, quand on parle fort et quand on parle brutal, on est parfois mieux entendu que quand on parle de manière raisonnable » (France info, le 15 novembre 2021). Ses succès de chroniqueur auprès de la fachosphère l'ont grisé. Zemmour s'est laissé séduire par le scénario d'une droite « hors les murs » imaginant sa présence à la présidentielle 2022. Convaincu de son destin d'homme providentiel, Zemmour a réussi à s'entourer d'une équipe. Sa campagne se construit comme une opération de teasing marketing. Son « *verbe haut* » et son « *verbe dur* » (ceux du RN « *il n'y a pas si longtemps* » selon Stéphane Ravier, sénateur RN dans *Valeurs actuelles* le 12 novembre 2021) ont convaincu un arc de force politique allant de la droite « républicaine » à l'extrême droite vieille école. En mettant l'immigration, l'islam et les questions « identitaires » au cœur du débat politique, cette dynamique vise à laminer toute voix contradictoire. Tout en sautant par-dessus le Rassemblement national, aujourd'hui concurrent direct des Zemmouriens, cet arc de force préfigure une recomposition à venir des extrêmes-droites. Mais analyser ce « phénomène Zemmour » nécessite cependant de l'articuler avec la campagne de Marine Le Pen.

L'ESPACE POLITIQUE DE ZEMMOUR

Le « Grand jour » est annoncé avec force roulements de tambour de son équipe de communicants depuis longtemps. Il sera sûrement déjà passé lors de la publication

de cet article : annonce officielle de sa candidature et lancement d'un mouvement (Vox populi ?) pour la porter. Tout cela est un effet de manche pour faire buzzer la campagne d'Éric Zemmour, ponctuées d'outrances racistes, à coups d'expositions records sur les réseaux sociaux.

Fin novembre, un baromètre politique pour la *Dépêche*, *LCP* et *Public Sénat* indiquait qu'Éric Zemmour était « jugé agressif, raciste, misogyne et dangereux » par plus de 60 % des sondés. Cependant, une récente étude de l'IFOP sur la « zemmourisation des esprits » (à partir d'un échantillon de 4 503 inscrits sur les listes électorales) constate une approbation plutôt forte de ses propos xénophobes, islamophobes et sécuritaires, parfois les plus caricaturaux. Si les enjeux sociaux (santé, « relèvement des salaires et du pouvoir d'achat », luttes contre le chômage et la précarité) ne sont pas absents des préoccupations des potentiels électeurs, les questions sécuritaires (délinquance, terrorisme) et liées à l'immigration seraient majoritairement déterminantes. À tel point que le *Salon beige* (un site influent chez les catho-conservateurs) considère qu'avec « *le triptyque formé par l'immigration, l'insécurité et l'islam, la "zemmourisation des esprits" a atteint une ampleur telle qu'elle a de quoi inquiéter les associations antiracistes qui lui font régulièrement des procès* » (26 novembre 2021). L'un des arguments de Marine Le Pen au sujet de son discours de « parti de gouvernement » est qu'il n'est plus besoin de « *parler fort, parler dur, parler sans nuance pour pouvoir se faire entendre* ». Zemmour, lui-même, joue sur une prétendue large diffusion de ses idées : « *70 à 75 % des français pensent comme moi* ». Cette « zemmourisation des esprits » incarne le

backlash idéologique anti-égalitaire décrit par Ugo Palheta¹.

Si facholand se réjouit un peu vite de sa victoire idéologique, il est nécessaire de considérer avec sérieux cette offensive réactionnaire. Certes, elle n'est pas récente. Mais elle percole toutes les couches sociales. Elle ne prend pas forcément le dessus, face aux préoccupations sociales dans les classes populaires. Mais elle laisse des traces, d'autant plus indélébiles que les solidarités de classe se réduisent et que les mobilisations sociales n'enchaînent pas les victoires. Le défi historique pour les extrêmes droites est de réaliser une synthèse entre le social et le national. Sur ce point, la campagne d'Éric Zemmour, par l'indigence de ses propositions sociales, ne devrait guère faire illusion.

Mais celle-ci soit être analysée comme fonctionnant avec celle de Marine Le Pen. Tous les cadres du RN l'affirment : leur adversaire est principalement Macron, pas Zemmour. Tous l'ont dit à un moment ou un autre, sous une forme plus ou moins différente : Zemmour porte le même discours qu'eux, sur l'immigration et l'insécurité. À tel point que, bien que Marine Le Pen ait annoncé ne plus vouloir revenir au Front national, lors du congrès de Perpignan en juillet 2021, Jordan Bardella et le compte twitter *M La Vérité* ressortent en septembre de vieilles affiches du FN sur l'immigration, pour justifier leur antériorité. L'outrance de Zemmour arriverait presque à faire croire que le RN parle « *avec nuance* ».



LA CONCURRENCE AVEC LE RN

En outre, Marine Le Pen ne manque pas une occasion de rappeler les orientations à la Fillon voire « Macron-compatibles » de son challenger, osant même jusqu'à le qualifier de « *candidat des élites* » (entretien avec *la Provence*, 19 novembre 2021). Dans le jeu engagé entre la candidate du RN et Zemmour, leurs attaques respectives pourraient nous divertir : « *Pauvre Marine Le Pen, je la plains. [...] vous savez, j'avais été le premier à le dire et à la diagnostiquer : c'est une femme de gauche* » (BFM TV le 26 octobre 2021).

Il est vrai que Zemmour a ses entrées dans les milieux patronaux. Entourés de jeunes banquiers et d'énarques retraités, Éric Zemmour clame à qui veut l'entendre qu'il vient « renverser la table ». S'il renverse quelque chose, ce sera peut-être, en fin d'une soirée trop animée, le guéridon en marbre d'un club fermé pour grands bourgeois. Il ne suffit pas à Zemmour d'être un bateleur des plateaux TV. Il rêve d'avoir sa place dans les cercles très privés de grands patrons parisiens. Pour autant, Éric Zemmour peine à convaincre une majorité de la bourgeoisie. Certes, comme le rapporte *le Point*, une bonne partie de la salle a applaudi à son discours sur l'immigration, lors d'une réunion du cercle patronal Ethic, le 18 novembre. Mais ces patrons sont restés sur leur faim, faute de mesure concrètes en matière d'économie, autre qu'un discours sur Colbert, assorti de promesses sur la remise en cause des 35 heures et l'âge de la retraite à 65 ans. Zemmour cherche à redonner des marges de manœuvre au petit capital français au sein de l'Union européenne, notamment en voulant favoriser l'accès des PME nationales aux marchés publics. Le journal *Capital* rapportait quelques mesures proposées par l'équipe de Zemmour, dont une baisse massive des impôts de production, son entourage croyant savoir que « *Marine Le Pen est muette là-dessus* ». Pourtant, en septembre 2020, Jordan Bardella lançait à ce sujet un « *libérons nos entreprises de ces freins absurdes à leur compétitivité !* ». Bref, sur bien des thèmes, Zemmour arrive un peu trop tard en portant un discours fort semblable à celui du RN.

Or le danger serait de voir les questions sociales réintégréées dans le débat présidentiel par Marine Le Pen, selon sa vision raciste de « *priorité nationale* ». Même si Zemmour reprend à son compte cette idée de « *préférence nationale* »,

ses propositions sociales peineront à convaincre face à une Marine Le Pen qui laboure déjà le terrain et multiplie les visites locales. De son côté, Zemmour déambule le 26 novembre dans des rues marseillaises sinon vides en tout cas hostiles.

Son « *moins d'allocs pour les étrangers, plus d'argent pour les Français* », assorti d'une pétition, et sa proposition de suppression du permis à points résumant son programme social. Il arrive après le déjà fort démagogique « *Avec Marine Le Pen Présidente de la République, votre plein vous coûterait 8 euros de moins* ». Marine Le Pen comme Éric Zemmour s'adressent à la « France périphérique ».

UN CANDIDAT ANTISOCIAL ASSUMÉ

Éric Zemmour a compté, un peu tard, sur l'anniversaire des trois ans des Gilets jaunes, pour affirmer son discours social. « *Bien plus profond qu'une révolte fiscale* », les Gilets jaunes sont analysés comme « *le produit de deux phénomènes, [...] la désindustrialisation et l'immigration de masse* ». Dans un message vidéo du 17 novembre, Zemmour explique laborieusement pendant dix minutes à quel point les classes populaires ne peuvent plus se loger proche des métropoles car elles en sont chassées par « *les vagues migratoires venues du sud qui ont imposé leur mode de vie islamique* ». Puis, il se morfond, nostalgique, regrettant l'onde longue d'expansion du capitalisme, de l'après-guerre, avec « *l'industrie, qui comme chacun le sait, chacun l'a vu dans les années 60-70, permet une vraie promotion sociale avec des salaires qui augmentent régulièrement... là ils se sont reconvertis dans les services... des entreprises plus modestes, qui arasent les salaires et provoquent une prolétarianisation* ». Mais ses propositions de réindustrialisation restent floues. Sûrement seront-elles influencées par son ami Le Floch-Prigent, qui regrette les contraintes sociales et environnementales, comme autant de freins à l'entrepreneuriat, tout en s'avouant favorable au soutien d'une entreprise en difficulté par l'État... à condition que celui-ci reparte une fois le sauvetage accompli.

De répartition des richesses, il n'est, bien sûr, jamais question. Les solutions de financement des mesures sociales de Zemmour, comme celles de Marine Le Pen, consistent à discriminer les étrangers. Non seulement inacceptables humainement, leurs propositions sont fausses économiquement. Elles nécessiteraient d'autres mesures permettant de satisfaire

les profits. Attaquer les immigrés impliquerait donc de se livrer à une offensive généralisée contre le monde du travail. Éric Le Pen et Marine Zemmour ne se discréditeront pas d'eux-mêmes. En l'absence de contre-offensive de notre camp social, de mobilisations spécifiques contre l'extrême droite, la baudruche des extrêmes droites ne se dégonflera pas seule. D'autant que le risque est de voir Marine Le Pen endosser la posture de défense des classes populaires, sur l'air du « *ni droite ni gauche* ». Cette supercherie ne doit pas être prise à la légère par le mouvement ouvrier.

Les soutiens de Zemmour issus de l'extrême droite classique saluent sa capacité à « *repousser les limites* » en le voyant comme « *un brise-glace [qui] peut aller très loin* » (*l'Express* du 11 février 2021). Le summum du non-conformisme résiderait dans la réhabilitation du maréchal Pétain. On a la subversion qu'on peut. En réalité, il est fort probable qu'Éric Zemmour n'aille pas très loin après son coup d'éclat politico-médiatique. Sa candidature devra déjà passer la barrière des parrainages de maires. En revanche, la dynamique que sa pré-campagne a enclenchée, présente une certaine inertie dont nous verrons encore des effets après la présidentielle.

UN ATTELAGE HÉTÉROCLITE QUI CHERCHE À PESER

Zemmour pourrait être un agitateur mettant en mouvement une partie de la petite bourgeoisie, dans l'attente d'une droite dure, attachée aux valeurs d'autorité de l'État (sécurité, fermeté de la justice et régulation drastique de l'immigration) mais il est surtout un porte-voix pour un attelage hétéroclite issu des extrêmes droites². La candidature de Zemmour construit un pont entre des souverainistes de tout poil, en recherche permanente d'un candidat, et une droite extrême qui ne se retrouve pas dans la ligne des Républicains. Loin de prendre ses distances avec le parti de Marine Le Pen, Zemmour ouvre au contraire la porte aux ex du FN-RN, démissionnaires ou excluEs, s'étant opposés à la ligne de la dirigeante. Il déverse à longueur de temps un discours outrancier sur les immigrés et l'Islam. Dans cette brèche, toutes les ambitions autoritaires, racistes et d'ordre moral espèrent s'engouffrer.

La candidature de Zemmour est un essai de la Convention de la droite transformé par les catho-souverainistes autour de Jean-Frédéric Poisson et des ex-Villieristes³.

Mais les chrétiens-démocrates de VIA s'impatientent de cette « *campagne qui ne dit pas son nom* », Villiers prévient ne pas participer au probable premier meeting d'une campagne déclarée (le 5 décembre au Zénith de Paris, déplacé à Villepinte depuis, NDLR). Robert Ménard, qui n'en est pas à un louvoisement près, craint que « *ça [finisse] par faire peur les propos qu'Éric tient* » (BFM, le 18 novembre). Ajoutons la désertion du financier Charles Gave qui reprend son chèque de 30 000 €, les baisses passagères de sondages et les révélations gênantes sur sa vie intime : le « Grand jour » n'arrivera pas dans une période faste.

Pourtant ses actuels soutiens gardent confiance. C'est essentiellement en direction de la droite extrême conservatrice et catholique que Zemmour trouve des troupes, jusque chez les maurrassiens de l'Action française. Toujours prête à soutenir le candidat souverainiste le mieux

Le 27 novembre, Zemmour était à Marseille, innocemment accueilli par Stéphane Ravier. Les photos de sa visite montrent, posant au milieu d'autres jeunes soutiens, Jérémie Piano, porte-parole aixois de Génération identitaire (GI). Clément Martin, un autre ancien porte-parole niçois de GI, continue à alimenter les-identitaires.fr. Il saluait récemment celui qui « *à l'intérieur de l'espace médiatique, donne une très large audience au constat du Grand remplacement et à la remigration* ». Clément Martin reconnaît en Éric Zemmour le profil d'un « *lanceur d'alerte* » qui se fait « *chef* » en « *fixant un cap* ». Il l'encourage alors à « *ne [...] rien lâcher et toujours voguer droit vers le cap fixé* ». Pourtant un autre niçois, Philippe Vardon, le plus célèbre des « ex » identitaires passé au RN, s'il a pris le même cap, suit fidèlement Marine Le Pen. La presse locale croit même savoir que Vardon serait sur le point d'être appelé pour mettre

Bruno Lemaire, ancien conseiller d'opposition à Perpignan avec Louis Aliot, un temps conseiller économique de Marine Le Pen. Agnès Marion, dirigeante lyonnaise, s'est affichée au meeting de Zemmour à Charvieu (Isère) début novembre. Peu de temps après, plusieurs élus du RN annonçaient leur départ pour créer un nouveau groupe au conseil régional d'Auvergne Rhône Alpes. Pourtant, Isabelle Surply, une frondeuse du RN 42, se trouvait au côté de Bardella à La Guillotière.

Il n'est pas si facile d'enjamber le RN, organisation qui structure l'extrême droite depuis 50 ans. Contrairement à certaines apparences, le RN n'est pas si fragilisé par la candidature Zemmour. Le candidat du « Grand remplacement » et de la guerre civile aide même Marine Le Pen à se dépeindre comme la candidate de « *l'apaisement* » et de la « *fermeté* », une nouvelle version du « *en même temps* ». « *Le rapprochement, il peut se faire au second tour, autour celui qui est arrivé en premier et je pense que ce sera moi* » précise régulièrement Marine Le Pen. Pourtant les soutiens de Zemmour, qui comptent sur une re-composition de la « droite nationale », placent donc leur pion en préjugant de la fin politique de Marine Le Pen. Aujourd'hui, les Amis d'Éric Zemmour et les divers Comités Zemmour ne forment pas une organisation cohérente. Nous assisterons certainement à des guerres internes entre aspirants chefs, des ralliements, des trahisons et des retours au bercail. Au final, pourrait émerger un « bloc nationaliste », allant de restes de la droite « républicaine » aux restes des nostalgiques du FN de Jean-Marie, tout en intégrant le RN actuel. S'ajouteront au paysage, les forces extra-parlementaires, composées notamment d'une nébuleuse plus ou moins violente de groupes locaux. La dynamique Zemmour aura donné confiance aux extrêmes droites. L'inertie qui en résulte pourra souder et raffermir ce « bloc ». Plus que jamais, une riposte politique pour dénoncer et démonter les discours racistes, nationalistes et démagogiques, doit s'accompagner d'une riposte militante de terrain pour faire reculer les forces d'extrême droite. □



Manifestation contre le meeting d'Éric Zemmour, 5 décembre 2021. © NPA

placé, l'Action française voit surtout des potentiels sympathisants à former. La tendance à mener sa barque militante en se servant de l'aura médiatique de Zemmour se retrouve du côté des « identitaires et nationalistes » nostalgiques du FN. Dans les Côtes-d'Armor, une récente réunion publique rassemblait Roland Hélie, ex du PFN et du FN, autour d'un ancien élu FN des années 80 et d'un autre ancien membre du FN, devenu responsable local de la Manif pour tous. L'activation de réseaux, entre autres financiers, autour de militants « historiques » comme Tristan Mordrelle, ex du Bloc identitaire (*Libération* du 17 novembre) est bien plus inquiétante que les gesticulations de groupuscules folkloriques dont l'existence se résume souvent à quelques échanges sur Instagram.

ses « *talents de communicant* » au service de l'équipe de campagne, réduite, de Marine Le Pen (*Nice Presse*, 23 novembre) : « *Que la racaille et l'extrême gauche en profitent bien, parce que dans 5 mois c'est terminé !* » prévient Vardon en citant Bardella lors de son opération com' à La Guillotière (Lyon) le 24 novembre.

La dynamique de Zemmour semblerait bousculer le RN. Pourtant, Marine reste Le Pen, entourée des Thibaut de la Tocnaye, et autre Jean-Lin Lacapelle. Difficile de voir une pasteurisation dans leurs propositions conformes à l'histoire passée du FN. Certes, les défections ne sont pas anecdotiques. Plusieurs cadres locaux en opposition au cercle dirigeant autour de Marine Le Pen se sont tournés vers les Comités Zemmour. Quelques figures symboliques ont aussi rallié Zemmour, comme

1) Voir *Contretemps* <https://www.contretemps.eu/zemmour-fascisme-racisme-symptome-morbide-palmeta/>

2) Voir à ce sujet l'article du blog de la Commission antifasciste du NPA <https://www.tantquillefaudra.org/outils/article/formation-continue-pour-apprenti>

3) Lire <https://www.tantquillefaudra.org/outils/article/une-operation-metapolitique-de-la>

Le secteur du transport voyageurs après huit semaines de grève à TransDev en Seine-et-Marne

PAR RAPHAËL PRESTON

Commencé à Sénart (77), le mouvement de grève à Transdev en Île-de-France a pris fin à Vulaines dans les derniers jours d'octobre, en étant passé par Vaux-le-Pénil, Chelles, Bailly-Romainvilliers, Lagny, Montereau, Saint-Gratien et Nemours, sans compter les dépôts où la grève n'a pas (encore) commencé, mais où les grévistes se sont projetés, et tous les autres qui ont suivi la grève de loin mais où elle a déjà contribué à changer l'ambiance.

Entre trois et huit semaines de grève totale ont entraîné des centaines de salariés : l'effectif des dépôts concernés avoisine les 1 500. Les piquets de grève quotidiens rassemblaient au minimum chaque jour des dizaines devant leur dépôt, pour un mouvement vivant et militant, aux antipodes de la « grève-canapé ». Les grévistes ont emmagasiné de l'expérience, et ont tissé à l'intérieur de chaque dépôt des liens très solides entre elles et eux, et entre différents dépôts.

« C'EST UNE FIERTÉ OUVRIÈRE QUI A ÉTÉ GAGNÉE »

En reprenant le travail, beaucoup de grévistes conservent une attitude combative. C'est collectivement qu'ils et elles font remonter les dysfonctionnements qui auparavant augmentaient la pression sur chaque conducteur. Avec ce collectif, « *c'est une fierté ouvrière qui a été gagnée* », comme le résumait un militant de la grève. Et au-delà de cette conscience collective qui va permettre de mieux résister dans le futur aux patrons, les grévistes ont déjà fait cracher Transdev. Le mouvement a contraint le groupe à revenir sur sa volonté de sous-payer drastiquement les temps de pause et de coupure, comme le prévoit la convention collective – l'indemnisation est maintenant à 100 % du taux horaire. Mais cette revalorisation ne doit pas

dissimuler que l'essentiel de l'attaque patronale est passée, notamment par le biais de la « clause du grand-père », qui prévoit que les nouveaux embauchés ne bénéficient pas des mêmes conditions que les anciens.

TRANSDEV À L'AVANT-GARDE DE L'OFFENSIVE PATRONALE

Fin 2020, Transdev a remporté quatre des six premiers appels d'offres lancés par la Région Île-de-France, les premiers d'une longue série dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du marché du transport de voyageurs. Le calendrier de ces appels d'offres est étalé sur quelques années, de 2021 à 2025, et opère de la périphérie vers le centre : d'abord les réseaux de bus de la grande couronne parisienne, puis la petite couronne (fin du monopole RATP dans la zone), les métros et les RER.

Cette ouverture à la concurrence permet aux autorités d'organiser une gestion capitaliste d'un secteur de service public – même si tous les salariés y sont depuis longtemps soumis au droit privé. Elle est aussi l'occasion d'en finir avec tous les usages et accords locaux, balayés d'un trait de plume par la loi lors des appels d'offres. Dès qu'un réseau est remporté, même si c'est par le même groupe qui l'exploitait auparavant, les conditions sociales sont remises à zéro immédiatement, sans aucun délai, sans même une

modification des contrats de travail – miracle conventionnel permis par la loi travail de Hollande et la loi d'orientation des mobilités (LOM) de Macron. Le groupe Transdev s'est donc retrouvé à l'avant-garde d'une offensive patronale qui ne fait que commencer.

Dans les quatre réseaux remportés par Transdev début 2021, l'impact sur les conditions de travail a été vertigineux : la disparition des primes ampute les rémunérations de 3 000 à 6 000 euros par an et l'introduction de temps de coupure non payés, seulement partiellement « indemnisés », permet de construire des semaines de plus de quarante heures au travail, sans aucune heure supplémentaire, avec des cadences intensifiées. Les conducteurs de bus franciliens qui ont subi ce retour brutal au plancher de la convention collective témoignent tous de la dangerosité de la conduite dans cet état de fatigue.

LA GRÈVE, RÉACTION UNANIME DES CONDUCTEURS !

Après quelques mois à ce régime, les conducteurs de Transdev Sénart (77) sont entrés en grève le 2 septembre. Suivis dès le 6 septembre par ceux de Transdev Melun (77) et Valmy (95). Mi-septembre, ils sont rejoints par Marne-la-Vallée (77) : dès lors la grève est totale dans les quatre

réseaux remportés en appel d'offres par Transdev !

Le mouvement est parti de la base, vent-debout contre les nouvelles conditions de travail. La grève de Sénart a fait tache d'huile. Elle a aussi touché des dépôts qui n'ont pas encore subi les appels d'offres (Vulaines, Montereau, Chelles, Nemours, Rambouillet...), mais sont entrés dans une lutte préventive avec la conscience que l'étalement du calendrier patronal est conçu pour diviser tandis que l'union fait la force.

Preuve à la fois de la conscience d'appartenir à un même secteur et de l'envergure nationale et pas seulement régionale de l'offensive patronale qui prend tous les chemins juridiques possibles (ouverture à la concurrence ici, accords de performance collective là), les grèves se multiplient aussi en province : Brest, Saint-Nazaire, Saint-Malo, Reims, Toulouse, Lyon, Orléans... Le secteur du transport voyageurs est secoué par des mouvements encouragés par les discours patronaux sur la pénurie de main-d'œuvre : les candidats ne manqueraient pas si les conditions de travail et les salaires étaient décentes !

LES SYNDICATS ENGLUÉS DANS LE DIALOGUE SOCIAL

Cette combativité à la base n'est pas relayée par les syndicats – et c'est le moins qu'on puisse dire ! Dès novembre 2020, après un an de négociations discrètes, Transdev obtenait que quatre des six organisations syndicales représentatives en Île-de-France signent un « accord socle » à l'échelle de la région¹.

L'essentiel de cet accord-socle scélérait se contente de rappeler les dispositions des deux conventions collectives de branche en vigueur dans le secteur, celle de « l'urbain » et celle de « l'interurbain ». Il vise aussi à organiser le versement de l'indemnité différentielle. Cette obligation légale consiste à garantir la rémunération brute d'un salarié transféré, mais se transforme en usine à gaz dans ce secteur du transport où les primes représentent souvent jusqu'à 25 % de la rémunération. La plupart des primes sont comprises dans cette indemnité différentielle sauce Transdev mais pas toutes. Les calculs sont basés sur l'année qui précède le transfert (c'est la loi). L'indemnité est donc très individuelle, dépend des services effectués durant l'année où elle a été calculée. En l'occurrence il s'agit de 2020, année Covid...

Dans les quatre sociétés créées à la suite des appels d'offres remportés par

Transdev au premier semestre 2021 (voir la carte de ces délégations de service public ou « DSP »), cet accord socle a été complété par des accords locaux, négociés et signés par les délégués syndicaux déjà en place, avant le transfert automatique des salariés. Le chantage à la signature était le suivant : sans signature d'un accord local, c'est l'accord socle moins favorable qui s'applique. Le mécanisme a permis à la direction de faire avaliser ces reculs sociaux à la plupart des organisations syndicales locales, et même celles qui n'avaient pas signé l'accord socle ont cédé localement (notamment Sud à Melun).

Transdev a donc mis un soin particulier à obtenir le soutien des syndicats à son offensive, dans l'esprit des réformes récentes (représentativité, loi travail, CSE, ordonnances Macron 2017). Mais – leçon à retenir – la grève a démarré quand même, contre ces accords signés par la plupart des syndicats. Paradoxalement, cela ne les a pas empêchés de garder la direction du mouvement, en se présentant comme les seuls interlocuteurs à même de négocier avec Transdev. Les délégués ont navigué entre les pressions des grévistes d'un côté, et à l'opposé les pressions de Transdev, de la Région Ile-de-France et des directions nationales des syndicats.

UNE GRÈVE ACTIVE

La grève elle-même, dès son lancement, était une forme de débordement des syndicats. L'activité constante dont les grévistes ont fait preuve a maintenu la pression nécessaire à la poursuite du bras de fer jusqu'à obtenir quelques reculs substantiels de la direction.

Présents tous les jours sur les piquets devant les dépôts, les grévistes discutaient en permanence. Ils et elles organisaient leurs propres activités : rencontre avec les usagerEs, accueil de salariéEs du secteur, cheminotEs ou conducteurEs de bus d'autres entreprises, accueil de militants ou de porte-paroles comme Olivier Besancenot ou Philippe Poutou pour donner une visibilité à leur grève. Des dizaines de grévistes ont aussi entretenu des liens entre les différents dépôts en se déplaçant régulièrement de l'un à l'autre ou en contactant d'anciens collègues – la communauté des conducteurEs de bus d'Île-de-France est un réseau très soudé.

Toutes ces activités organisées à la base militaient pour l'union des dépôts en

grève – et au-delà pour s'adresser à ceux qui n'étaient pas encore en mouvement. Les syndicats, en particulier Sud, ont organisé quelques rassemblements symboliques pour regrouper les dépôts, notamment devant la Région – rassemblements instrumentalisés par la gauche, PCF et LFI, pour désigner Pécresse comme ennemi principal et exonérer les grands groupes du secteur. Mais au quotidien, tous ont prôné des comportements localistes afin de morceler la grève en une somme de grèves séparées par dépôts. Dès le début du conflit, les syndicats négociaient des accords par dépôt. La vision apolitique étriquée de certains délégués et la volonté de rester à une échelle qui leur permettait de garder le contrôle ont permis à Transdev d'éteindre l'incendie d'une grève qui était pourtant en pleine extension au début du mois d'octobre.

LA NÉCESSAIRE ORGANISATION À LA BASE

Cette contradiction entre la volonté des grévistes et la politique étriquée des syndicats a pris un relief particulier sur le réseau de Sénart. Les syndicats majoritaires y ont signé un protocole de fin de conflit un samedi soir, le 9 octobre, deux jours après une assemblée de grévistes qui se prononçaient à l'unanimité pour la reconduction de la grève. L'amertume a été forte, poussant les quatre cinquièmes des conducteurEs à la reprise du travail. Mais une minorité a fait le choix volontariste de continuer et s'est organisée pendant les trois semaines suivantes en assemblée générale quotidienne animée par un comité de grève élu et révocable.

Cette expérience de démocratie ouvrière, certes minoritaire et tardive, est précieuse car elle montre en positif ce qui a manqué cette fois-ci à la grève des Transdev : l'organisation à la base des grévistes eux-mêmes.

L'activité militante de la grève était intense, mais cela n'a pas suffi à réellement diriger la grève, à décider de ses orientations stratégiques, à imposer les grévistes eux-mêmes comme interlocuteurs de la direction. Une telle organisation aurait permis de regrouper l'ensemble des grévistes, syndiquéEs de tous syndicats et non syndiquéEs, derrière une même perspective d'extension du conflit, de dépassement du localisme de dépôt. Elle aurait



impliqué des assemblées générales (AG) quotidiennes, l'élection de comités de grève et la mise en place d'une coordination entre dépôts.

LA FORME DE L'OFFENSIVE PATRONALE : UNE « CLAUSE DU GRAND-PÈRE »

Les protocoles de fin de conflit signés par les syndicats séparément dans chaque dépôt viennent compléter et amender les accords locaux signés par les mêmes avant la grève. Ils garantissent en particulier que les pauses ou coupures non comptées dans le temps de travail seront indemnisées à 100 %, au même taux que des heures de travail. Transdev s'engage aussi à réduire la durée des journées de travail – mais ce point soulève la méfiance, car les nouveaux services allégés ne sont prévus que pour le 2 janvier prochain.

Malgré ces concessions, la lutte devra continuer contre le principe même de ces coupures non payées. Car si elles sont aujourd'hui indemnisées à 100 %, leur existence même est une manière pour Transdev de mettre le pied dans la porte. Du moment qu'un temps n'est plus considéré comme travaillé effectivement, son paiement par le patron prend une forme arbitraire, comme une prime. « L'indemnisation » est amenée à disparaître. Renault a tenté la même chose récemment, avant de remballer son projet face à des débrayages nombreux dans ses usines : cesser d'indemniser les pauses de 20 minutes, qui avaient été sorties du temps

de travail effectif lors du passage aux 35 heures il y a plus de vingt ans.

L'idée même de distinguer dans la journée de travail le « temps de travail effectif » d'un « temps indemnisé », poussée à son paroxysme, ramènerait les salariés au temps du travail à la tâche. Les grévistes l'ont bien compris et c'est pourquoi ils dénoncent à juste titre « l'uberisation » du métier.

Au-delà, que reste-t-il des attaques de Transdev ? Toutes celles et tous ceux qui ont été transférés vont plus ou moins « limiter la casse » : sur le plan financier grâce à l'indemnité différentielle et sur le plan des journées de travail grâce à la grève.

Mais les nouveaux embauchés, eux, seront sur les conditions nouvelles au rabais. Le directeur de Transdev Île-de-France Est, Alain Moubarak, l'a expliqué clairement sur un piquet à Lagny (77) : « C'est une clause du grand-père. On s'est inspirés de la SNCF. C'est comme ça dans le monde du travail désormais. » La référence vient d'Édouard Philippe, ancien Premier ministre, qui, face à la pression de la grève entamée le 5 décembre 2019, avait proposé que la disparition des régimes spéciaux de retraite ne s'applique qu'aux nouveaux embauchés. Cela n'avait pas éteint la grève qui s'est prolongée deux mois et a fait remballer le projet scélérat de « retraites par points ». Mais l'idée s'est ancrée dans les milieux patronaux.

Maintien ou baisse « seulement » relative des conditions de travail et de rémunération pour les anciens, dégradation catastrophique pour les nouveaux : c'est la forme que risque de prendre l'ouverture à la

concurrence dans les prochains mois et années en Île-de-France.

POPULARISER L'EXPÉRIENCE DE CETTE GRÈVE

Dans les mois qui viennent, de nouvelles délégations de service public vont être attribuées, et de nouvelles et nouveaux conducteurs vont donc voir leurs conditions de travail se dégrader : RATP, SNCF, Keolis ou Transdev, tous les salariés des transports seront touchés. Sauf

s'ils et elles anticipent dès maintenant, et profitent des liens qui ont commencé à se faire entre les dépôts et entre les groupes du transport. Pour contrer l'étalement du projet patronal dans le temps, il faut garder ces liens et continuer de populariser l'expérience de la grève Transdev. La lutte ne fait que commencer !

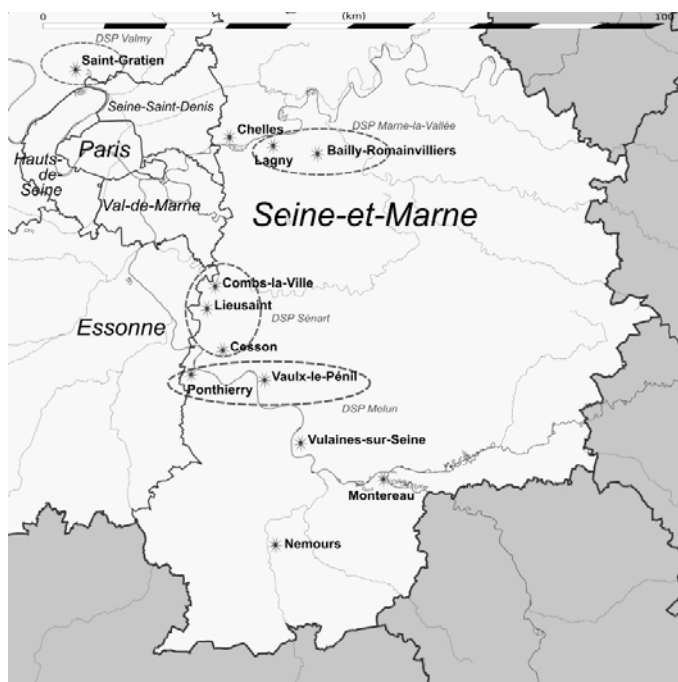
Pour avoir les meilleures chances de l'emporter, les grèves futures devront s'étendre. Rien que la menace de faire tache d'huile, rien que des tentatives des grévistes de s'adresser à d'autres, seraient un frein au projet patronal. Pour cela, il est important que les objectifs soient le plus clair possible. Car les pièges sont nombreux.

Le premier écueil est le repli sur soi, l'illusion de pouvoir échapper à l'offensive ou limiter la casse sur son périmètre. Chacun sur son dépôt, avec son accord local. Ou chacun dans sa boîte : la SNCF avec son « décret socle », Transdev son « accord socle » ou la RATP avec son « cadre social territorialisé ». C'est oublier que l'objectif même de l'ouverture à la concurrence est de baisser les conditions de travail de tous les secteurs, l'un après l'autre.

Les bénéficiaires de l'ouverture à la concurrence sont les grands groupes du transport. Ce sont eux que les travailleurEs du secteur devront affronter, touTEs ensemble s'ils veulent avoir une chance de l'emporter. Il est donc avant tout nécessaire de parler un langage commun de revendications générales compréhensible par tous, qui rendent concrète l'idée d'aligner les conditions sur le meilleur de ce qui existe et non sur le pire, par le haut et non par le bas. Celles-ci seront précisées dans le feu de l'action mais elles impliquent : le paiement à 100% de toutes les heures passées au travail, des embauches massives pour alléger et simplifier les horaires et assurer aux salariéEs une vie personnelle et familiale digne, des augmentations générales et l'intégration des primes au salaire.

Enfin, les militants révolutionnaires savent l'importance vitale de l'auto-organisation dans un mouvement – et les manœuvres boutiquières des syndicats dans la grève l'ont rappelé. Cette perspective doit être discutée et préparée dès maintenant avec tous les travailleurs et militants du secteur conscients de la nécessité d'une lutte d'ensemble dans le transport de voyageurs. □

1) CFTD, Unsa, FO et CFE-CGC ont signé ; CGT et Sud n'ont pas signé.



Télétravail, chômage, réorganisation de la production : pandémie et effet d'aubaine, des exemples concrets

PAR LA COMMISSION D'INTERVENTION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL DU NPA

Notre numéro d'octobre dernier avait abordé la question des effets de la pandémie sur l'organisation du travail¹, en particulier la mise en place du télétravail. Nous avons souhaité dans ce numéro présenter quelques exemples concrets dans les entreprises.

On constate qu'au-delà du télétravail, les effets d'aubaine sont importants pour le patronat, qui en profite pour supprimer des postes, pour casser les collectifs et pour faire des économies très importantes sur les locaux, avec un effet désastreux sur rapports entre collègues. Les exemples suivants produisent, même si ce n'est pas détaillé dans cet article, des réactions des salariéEs, des mobilisations, lorsque cela devient insupportable.

CHEZ PSA (MAINTENANT STELLANTIS)

Le pôle tertiaire de PSA Poissy est précurseur en matière de télétravail : depuis plusieurs années, des accords ont été signés, avant le Covid. Il y avait déjà 20 % des gens en télétravail sur le centre technique dit « pôle tertiaire » de Poissy, ça avait commencé par un jour et pouvait aller jusqu'à trois jours par semaine. C'était assez pratiqué, souvent les lundis et vendredis, et entré dans les mœurs. Ceux qui adhéraient à ça étaient des salariés qui le souhaitaient. Le salarié demandait et l'employeur acceptait. Cela a changé l'année dernière. À peine le confinement terminé, en avril-mai 2020, le RH annonçait que le télétravail deviendrait la norme et que ça deviendrait massif. Jusqu'à seulement une seule journée de travail sur site. Ça avait pris tout le monde au dépourvu, car la marche était franchie. Le télétravail massif devenait la norme. Précurseurs ! L'accord a été signé avec

les organisations syndicales, inscrit comme avenant à un accord sur la « qualité du travail ». La direction est allée voir les gens et c'était quasi obligatoire : quinze jours quasi imposés. Les salariés ont massivement signé, mais ce n'est pas terminé. Tous sont sous pression. Il y en a certainement à qui cela ne convient pas. Il y a eu toute une période où on n'était pas sur site, cela fait en réalité un an et demi qu'on fait du télétravail, à cause de la pandémie. Dans ce contexte dans lequel il était difficile de discuter. On verra peut-être mieux dans la période qui s'ouvre.

Ce qui motive les salariés à accepter le télétravail en région parisienne, ce sont les problèmes de transports. Ensuite, se pose la question de la perte du lien social. Il y a des collègues qui ne se sont pas vus depuis un an et demi. Prendre un café, aller au resto, refaire le monde ensemble, tout ça n'existe plus.

Pour l'entreprise, il s'agit de faire des économies sur les surfaces. Et au passage de mordre sur les effectifs, des salariéEs ne suivent pas les déménagements notamment pour des contraintes de transports. La fermeture des deux tiers d'un site à Vélizy, avec 4 000 personnes, est annoncée, pour ramener, en 2022, les salariés sur Poissy Pôle tertiaire où bossent déjà 5 000 personnes. Le but de la direction est de rationaliser les surfaces de bureaux. Puis, en 2024, ils fermeront le site de Poissy Pôle tertiaire : près de 5 000 salariés seront déplacés sur l'usine de Poissy dans de nouveaux locaux... avec moins de

cinq postes de travail pour dix personnes. Dans ce contexte, les difficultés des militantEs sont importantes : tenter de rassembler, de discuter, c'est compliqué. Il y a aussi des discussions à avoir sur l'isolement. Par ailleurs, des collègues disent que l'amplitude horaire est probablement plus élevée en télétravail chez soi que sur le lieu de travail, qu'ils peuvent rester plus longtemps devant leur PC. À la CGT, on n'est pas des adeptes du télétravail, mais cela devient un état de fait.

À LA SNCF

La direction de la SNCF dit qu'elle doit s'adapter. En pleine pandémie, elle a instauré des NCV ou « nouvelles conditions de voyage », pour expliquer les restructurations. Elle s'attend à ne pas retrouver le trafic dit normal (d'avant la pandémie) avant 2024, et c'est une justification pour elle à la rentabilisation : réduction de la présence des agents en gare, dématérialisation des billets... Cent postes d'agents commerciaux Transilien sont supprimés, et la direction assume qu'il n'y aura pas d'agent sur place dans des tranches horaires où pourtant il faudrait une présence pour répondre aux besoins des usagers. Sur Paris Saint-Lazare, Paris-Nord et d'autres gares parisiennes, c'est la même chose, et c'est justifié par le fait que le trafic voyageur ne serait plus ce qu'il était



avant le Covid. Ce qui aux dernières nouvelles est faux.

De même pour ce qui se passe au TGV Atlantique. C'est la saison des « roulements » ou nouveaux emplois du temps, basé sur le trafic tel que la hiérarchie l'estime, qui chaque année essaie de gratter des gains de productivité. Elle veut pérenniser une situation issue de la pandémie : moins de trains, soit moins de kilomètres, donc moins de rémunération pour une partie des conducteurs ou plus généralement des roulants dont le salaire est fonction des kilomètres parcourus. Et pourtant les journées ne sont pas moins longues.

Les pertes de rémunération et les sous-effectifs, c'est la raison de l'appel à la grève sur l'axe TGV-Atlantique de novembre, les syndicats ayant visé les dates de départ en vacances, pour raisons médiatiques. La grève n'a pas été extrêmement suivie, mais elle fait beaucoup discuter. Ce mouvement a eu un effet emblématique sur d'autres bagarres qui ont suivi, ces dernières semaines, dans bien d'autres secteurs et quasiment partout contre les pertes de salaire.

DANS LE SECTEUR POSTAL

Sur la branche postale, les patrons de La Poste ont profité du Covid pour mettre en place un plan social énorme, de 15 000 intérimaires. Il y avait l'habitude de procéder de façon décentralisée, mais là l'offensive a été généralisée.

Dans l'activité postale et la logistique, il y a eu davantage de thunes à se faire. Le facteur distribue des colis et le nombre de colis a explosé. Les facteurs et factrices ont posé 20 000 droits de retrait au début du confinement, ce qui a mis la direction un peu sur la défensive. Et il y a eu trois étapes de mobilisation. Premièrement des grèves dans quatre départements en même temps – c'était une coïncidence mais le fait a été marquant. Deuxièmement, il y a eu des retraits assimilables à des débrayages sauvages. Et, troisièmement, une conférence téléphonique a rassemblé des postiers et postières en lutte. Ce qui a permis, au printemps dernier, un très gros coup de colère sur la question des salaires, alors

que les appareils syndicaux ne faisaient vraiment rien à ce sujet. Ce coup de colère sur les salaires a eu lieu alors que La Poste annonçait de gros bénéfices.

LA MONNAIE

La direction ne voulait pas de télétravail, mais c'est l'UGICT qui a demandé (il y a



un site à Paris et un autre à Pessac, entre lesquels il n'était pas possible de circuler à cause du Covid). Au sortir de la pandémie, il y a eu un plan de suppression de 70 postes, ce qui est très important sur une base de 460. La direction développe un discours contradictoire où, d'un côté, elle reconnaît qu'il y a une reprise de l'activité – l'État a donné du fric à la direction, l'entreprise vend des produits en or – mais de l'autre, il faut justifier le plan de suppressions d'emplois. Cela se discute de faire une grève, tous collègues confondus (ce qui est nouveau) et en même temps qu'entre différentes régions (nouveau aussi). La question des salaires est elle aussi discutée.

CAP GEMINI

À Capgemini, il y a 24 000 salariéEs, dont 90% de cadres. Dans une entreprise du numérique, le télétravail est sûrement plus facile à mettre en œuvre qu'ailleurs et lors du premier confinement il y a eu jusqu'à 97 % des salariéEs en télétravail. Alors que la hiérarchie ou les clients avaient auparavant refusé le télétravail sur un certain nombre de projets. En octobre, il y avait un taux moyen d'occupation des sites de l'ordre de 20 %.

Capgemini ne connaît pas la crise. Mais la direction exploite à fond le contexte pour restructurer : fermeture de sites, *flex-office* (les salariéEs n'ont plus de poste de travail attribué et doivent quitter le poste

qu'ils et elles occupent à la fin de la journée), etc. La direction va réaliser des économies énormes sur les coûts immobiliers. Au détriment des conditions de travail des salariéEs qui vont s'aggraver considérablement : surface moyenne par poste de travail de 3-4 m², 6 postes de travail pour 10 salariéEs...

Une majorité de salariéEs préfère télétravailler. Mais certainEs salariéEs seront sûrement obligéEs de rester chez eux. La CGT défend le droit pour les salariéEs de décider. Le nouvel accord sur le télétravail, qui a été signé par toutes les organisations syndicales, dont la CGT, contient quelques avancées (dont la prise en charge financière partielle par l'employeur des équipements au domicile des salariéEs) mais reste ambigu à ce sujet.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

C'est un petit ministère mais il est à l'image de ce qui se passe dans la Fonction publique, Éducation nationale mise à part. Il y a un développement vertigineux du télétravail. Plus de la moitié des collègues l'ont demandé, pour deux ou trois jours. Cela justifie la « densification immobilière » : on passerait partout ou presque à des bureaux partagés. Concrètement, tu trimballes un casier et tu changes de bureau. Tout ça va déstructurer les collectifs de travail, empêcher les « envahissements » de bureau pour protester contre tel ou tel choix... car il manquera la moitié des gens sur place.

Comment s'y opposer ? Les collègues voudraient que les syndicats se battent pour obtenir un maximum de télétravail, pour en demander le plus possible. Un accord envisage de pouvoir aller jusqu'à trois jours... sans base légale. Il y a une contradiction entre des revendications de collègues pour leur vie personnelle mais qui sont nocives pour les collectifs de travail. On n'a pas la réponse pour la suite. L'accord Fonction publique prévoit deux euros et demi d'indemnité par jour, plafonné à 200 euros par an, autant dire rien, et aucune rétroactivité pour la période forcée du confinement. C'est honteux. □

1) <https://lanticapitaliste.org/opinions/entreprises/teletravail-chomage-reorganisation-de-la-production-pandemie-et-effet-daubaine>

Victoire historique des paysanNEs indienNEs

PAR P. SAINATH

Depuis plus d'un an, soit l'un des mouvements le plus long et le plus massif qu'a connu le pays depuis l'indépendance, paysans et paysannes indiennes luttent contre la contre-réforme agricole passée en force par le gouvernement du nationaliste hindou Modi au beau milieu de la pandémie. Iels ont remporté le 19 novembre dernier une formidable victoire en obtenant le retrait des trois législations contestées. Dans cet article écrit sur le vif, le journaliste et militant P. Sainath, spécialiste des questions agraires et auteur d'un ouvrage de référence sur la pauvreté rurale en Inde, livre son analyse de cette victoire historique. L'article a été originellement publié en anglais sur le site People's Archive of Rural India. Traduit de l'anglais par Contretemps.

Ce que les médias ne pourront jamais admettre ouvertement, c'est que le plus important mouvement démocratique et pacifique que le monde ait connu depuis des années – certainement le plus grand organisé au plus fort de la pandémie – a remporté une formidable victoire, une victoire qui perpétue un héritage. Les agriculteurs de toutes catégories, hommes et femmes – y compris ceux des communautés Adivasi et Dalit¹ – ont joué un rôle crucial dans la lutte de ce pays pour la liberté. Et en cette 75^e année de notre indépendance, les paysanNEs aux portes de Delhi ont fait revivre l'esprit de cette grande lutte.

Le Premier ministre Modi a annoncé qu'il allait faire marche arrière et abroger les lois agricoles lors de la prochaine session d'hiver du Parlement qui débutera le 29 de ce mois [de novembre 2021]. Il dit le faire après avoir échoué à persuader « une partie des agriculteurs, malgré tous ses efforts ». Une partie seulement, notez bien, n'a pas été convaincue que ces trois lois agricoles discréditées étaient en fait bonnes pour eux. Pas un mot sur, ou pour, les plus de 600 agricultrices qui sont mortEs au cours de cette lutte historique. Son échec, dit-il clairement, réside uniquement dans ses capacités

de persuasion, dans le fait qu'il n'a pas réussi à convaincre cette « partie des agriculteurs » du bien-fondé de son projet. L'échec ne concerne pas les lois elles-mêmes ni la manière dont son gouvernement les a fait passer en force en plein milieu d'une pandémie.

Eh bien, il faut croire que les partisanNEs du Khalistan², les « anti-nationaux³ », les militantEs dissimuléEs qui se font passer pour des agricultrices, sont devenus « une partie des agriculteurs » qui ont refusé de se laisser convaincre par les charmes effrayants de M. Modi. Refusé de se laisser persuader ? Mais quelles furent les manières et les méthodes de persuasion employées ? Leur refuser l'entrée dans la capitale pour y exposer leurs doléances ? Les bloquer au moyen de tranchées et de fil barbelé ? Les disperser avec des canons à eau ? Transformer leurs camps en petits goulags ? Faire en sorte que les médias de connivence diffament les paysanNEs tous les jours ? Les écraser avec des véhicules – qui appartiendraient à un ministre du gouvernement central ou à son fils ? Est-ce là l'idée que se fait ce gouvernement de la persuasion ? Si ce sont là ses « meilleurs efforts », nous tremblons à l'idée d'en voir les pires.

Le Premier ministre a effectué au moins

sept visites à l'étranger rien que cette année, la dernière pour la COP26. Mais il n'a jamais trouvé le temps de descendre à quelques kilomètres de sa résidence pour rendre visite, aux portes de Delhi, à des dizaines de milliers de paysanNEs dont les souffrances ont touché tant de personnes partout dans le pays. Est-ce que cela n'aurait pas été un véritable effort de persuasion ?

Dès le premier mois de la mobilisation actuelle, j'ai été assailli de questions par des médias et d'autres personnes qui se demandaient « comment peuvent-ils tenir aussi longtemps ? ». Les paysanNEs ont répondu à cette question. Mais iels savent aussi que leur formidable victoire n'est qu'une première étape. L'abrogation signifie que la botte des grandes entreprises n'écrasera pas, pour l'instant, le cou des cultivatrices. Mais une série d'autres problèmes, allant du prix de soutien minimum (MSP : Minimum Support Price⁴) et des marchés publics à des questions beaucoup plus vastes de politique économique, doivent encore être résolus.

Les présentatrices de télévision nous



disent – comme s’il s’agissait d’une révélation stupéfiante – que ce recul du gouvernement a quelque chose à voir avec les prochaines élections législatives qui doivent se tenir dans cinq États en février prochain.

Ces mêmes médias n’ont rien dit de la signification des résultats des élections partielles, annoncés le 3 novembre, dans 29 circonscriptions des Assemblées [des États régionaux] et 3 circonscriptions du Parlement [de l’État central]. Lisez les éditoriaux de cette période – voyez ce qui passait alors pour des analyses à la télévision. Ils parlaient de partis au pouvoir gagnant généralement les élections partielles, d’une certaine colère au niveau local – et pas seulement contre le BJP [le parti de Modi] – et autres blablablas de ce genre. Peu d’éditoriaux ont dit quoi que ce soit des deux facteurs influençant les résultats de ces scrutins – les protestations des paysanNEs et la mauvaise gestion du Covid-19.

L’annonce faite aujourd’hui par M. Modi montre qu’il a au moins, et enfin, bien compris l’importance de ces deux facteurs. Il sait qu’il a essuyé d’énormes défaites dans des États où le mouvement des paysan-nes est intense. Des États comme le Rajasthan et l’Himachal – mais dont les médias qui répètent à l’envi à leur public que tout se joue dans le Pendjab et l’Haryana, n’ont pas tenu compte dans leurs analyses.

Mais quand avons-nous vu pour la dernière fois le BJP ou une formation du Sangh Parivar⁵ arriver en troisième et quatrième position dans deux circonscriptions du Rajasthan ? Ou encore la raclée qu’ils ont reçue dans l’Himachal, où ils ont perdu les trois sièges à l’Assemblée et un siège au Parlement ?

Dans l’Haryana, comme l’ont dénoncé les manifestantEs, « l’ensemble du gouvernement, du CM [Chief Minister] au DM [District Magistrate] » était présent pour faire campagne pour le BJP. Même là où le Congrès a bêtement présenté un candidat contre Abhay Chautala⁶, qui avait démissionné sur la question des paysanNEs, même là où les ministres du gouvernement central ont été présents en force, le BJP a quand même perdu. Le candidat du Congrès a perdu sa caution, mais a réussi à réduire un peu la marge de Chautala qui a quand même gagné par plus de

6 000 voix.

Dans ces trois États, l’effet des protestations des agricultrices s’est fait sentir – et, contrairement aux plus vulgaires laquais du grand capital, le Premier ministre l’a compris. Conjugué à l’effet des protestations dans l’ouest de l’Uttar-Pradesh, auquel se sont ajouté ajoutés les meurtres effroyables de Lakhimpur Kheri⁷, qui ont eu l’effet d’une balle dans le pied pour son camp, et avec l’approche des élections dans cet État d’ici 90 jours, il a vu la lumière.

D’ici trois mois, le gouvernement BJP devra répondre à une question – si l’opposition a suffisamment de bon sens pour la soulever : qu’il est-il advenu de la promesse du doublement des revenus des agricultrices d’ici 2022 ? La 77^e édition de l’enquête NSS (National Sample Survey, 2018-19) montre une baisse de la part des revenus tirés de la culture pour les agricultrices – on est loin d’un doublement du revenu global des agricultrices. Il montre également une baisse absolue du revenu réel issu de l’agriculture.

Les agricultrices ont, en fait, obtenu bien plus que cette revendication inébranlable d’abrogation des lois agricoles. Leur lutte a eu une influence profonde sur la politique de ce pays, tout comme leur détresse lors des élections générales de 2004 [qui se sont soldées par une défaite du BJP alors au pouvoir].

Ce n’est pas du tout la fin de la crise agraire. C’est le début d’une nouvelle phase de la bataille sur les questions plus larges soulevées par cette crise. Les protestations des agricultrices ne datent pas d’hier, et sont d’autant

plus fortes depuis 2018, lorsque les agricultrices Adivasi du Maharashtra ont électrisé la nation avec leur étonnante marche de Nashik à Mumbai, parcourant 182 kilomètres à pied. Là aussi, iels ont été au départ taxés de « naxalites urbains⁸ », accusés de ne pas être de « vrais agriculteurs », etc. Leur marche a mis en déroute leurs calomnieux.

L’événement d’aujourd’hui contient plusieurs victoires. L’une d’entre elles, et non la moindre, est celle que les agricultrices ont remportée sur les médias contrôlés par les puissances d’argent. Sur la question agricole (comme sur tant d’autres), ces médias ont fonctionné comme des batteries AAA (Amplifying Ambani Adani +⁹).

Entre décembre de cette année et avril de l’année prochaine, nous célébrerons les 200 ans de la création de deux grands journaux (tous deux sous l’impulsion de Raja Rammohan Roy¹⁰) dont on pourrait dire qu’ils ont marqué le début d’une presse véritablement indienne, perçue comme telle et détenue par des Indiens. L’un d’eux – *Mirat-ul-Akhbar* [Miroir des nouvelles] – a brillamment dénoncé l’administration *angrezi* [britannique] lors de l’assassinat de Pratap Narayan Das à la suite d’un châtiment par le fouet ordonné par un juge à Comilla (aujourd’hui Chittagong, au Bangladesh). L’éditorial percutant de Roy a abouti à l’arrestation du juge et à son jugement par la plus haute juridiction de l’époque.

Le gouverneur général¹¹ réagit en terrorisant la presse. En promulguant une nouvelle ordonnance draconienne, il chercha à la mettre au pas. Refusant de



Almas Masood / People's Archive of Rural India.

s'y soumettre, Roy a annoncé qu'il ferait *Mirat-ul-Akhbar* plutôt que de se subordonner à ce qu'il appelait des lois et des circonstances dégradantes et humiliantes. (Et il a continué à mener son combat dans d'autres journaux). C'était du journalisme faisant preuve de courage. Pas le journalisme de la connivence et de la capitulation que nous avons vu à l'œuvre sur la question agricole. Journalismes menés avec un vernis de « sollicitude » pour les agricultrices dans des éditoriaux non signés, tout en les dénonçant dans les pages d'opinion comme des agricultrices aisées « demandant le socialisme pour les riches ».

L'Indian Express, le *Times of India*,

atteint 50,5 milliards de dollars) était supérieure au PIB du Pendjab ou de l'Haryana ?

Soit, il y a des circonstances atténuantes. Ambani est le plus grand propriétaire de médias en Inde. Et, dans les médias qu'il ne possède pas, il est probablement le plus grand annonceur. Il n'y est pas interdit d'évoquer la richesse de ces deux barons de l'industrie, elle l'est souvent, généralement sur un ton de la louange. Voilà bien le journalisme des laquais du capital.

On entend déjà clamer que cette stratégie astucieuse – le retrait – aura un effet significatif sur les prochaines élections de l'Assemblée du Pendjab.

manifestantEs aient accomplie et peut-être celle-ci : insuffler la résistance également dans d'autres sphères face à un gouvernement qui jette simplement ses détracteurices en prison, qui les traque et les harcèle. Ce gouvernement arrête arbitrairement les citoyen·nes, y compris les journalistes, en vertu de la loi UAPA [La loi sur la « prévention des activités illégales » votée en 2019], il réprime les médias indépendants pour des prétendus « délits économiques ». Cette journée n'est pas seulement une victoire pour les agricultrices. C'est une victoire dans la bataille pour les libertés civiles et les droits humains. Une victoire pour la démocratie en Inde. □



Rya Behl / People's Archive of Rural India.

la quasi-totalité des journaux, disaient en substance, qu'il s'agissait de péquenauds à qui il suffisait de parler gentiment. Les éditoriaux se concluaient invariablement par cet appel : n'abrogez pas ces lois, elles sont vraiment bonnes. Il en a été de même pour une grande partie du reste des médias.

L'une de ces publications a-t-elle ne serait-ce qu'une seule fois dit à ses lectrices – à propos du conflit entre les agricultrices et les grandes entreprises – que la fortune personnelle de Mukesh Ambani (84,5 milliards de dollars selon Forbes 2021), se rapprochait très rapidement du PIB de l'État du Pendjab (environ 85,5 milliards) ? Ont-elles jamais dit que la richesse cumulée d'Ambani et d'Adani (qui a

Qu'Amarinder Singh [Premier ministre sortant du Pendjab et chef local du Parti du Congrès] a présenté cela comme une victoire qu'il a orchestrée en démissionnant du Congrès et en négociant avec Modi. Que cela modifiera les résultats des élections dans cette région.

Mais les centaines de milliers de personnes dans cet État qui ont participé à cette lutte savent à qui cette victoire revient. Le cœur des habitant·es du Pendjab est avec ceux et celles qui, dans les camps de protestataires, ont enduré l'un des pires hivers de Delhi depuis des décennies, un été torride, ensuite la mousson, et un traitement misérable de la part de M. Modi et de ses médias captifs.

La chose la plus importante que les

1) NdT : Le terme « adivasi » désigne les communautés tribales du sous-continent indien et le terme « Dalit » (littéralement « opprimé ») les anciennes communautés désignées comme intouchables.

2) NdT : Le Khalistan est le nom de l'État que souhaiterait créer le mouvement séparatiste sikh au Pendjab (région du nord de l'Inde).

3) NdT : Ce qualificatif est fréquemment mobilisé par les nationalistes hindous pour discréditer toute critique de leur politique. Cette énumération reprend toutes les qualifications employées par ces derniers et plus largement par des médias de grande écoute pour disqualifier le mouvement paysan.

4) Sur ce point, voir l'article que nous avons précédemment traduit et publié : <http://www.contretemps.eu/inde-modi-bjp-capitalisme-agrobusiness-mouvement-paysan/>.

5) NdT : Le Sangh Parivar (littéralement « la famille ») désigne une nébuleuse d'organisations nationalistes hindoues. Voir l'article que nous avons précédemment traduit et publié : <https://www.contretemps.eu/catastrophe-indienne-bjp-modi/>.

6) NdT : Abhay Chautala, député d'un parti régional, a démissionné de son poste afin de retirer son soutien au BJP et de marquer sa solidarité avec le mouvement des paysan·nes.

7) NdT : En octobre 2021, lors d'une manifestation des paysan·nes dans le district de Lakhimpur Kheri (Uttar Pradesh), un cortège de trois voitures a renversé et tué quatre manifestants et un journaliste, un des chauffeurs et deux militants du BJP ont été tués par la foule en représailles. Deux des voitures appartiendraient à un des ministres du gouvernement central.

8) NdT : Le terme « naxalite » renvoie à une insurrection maoïste débutée dans les années 1960 contre le gouvernement indien, dans certaines campagnes indiennes. Le terme « naxalite urbain » est utilisé par les nationalistes hindous pour discréditer leurs critiques, notamment dans le milieu intellectuel.

9) NdT : M. Ambani et G. Adani sont deux hommes d'affaires indiens, très proches du BJP, et qui ont largement profité de l'arrivée de Modi au pouvoir pour accroître leur influence et leur fortune.

10) NdT : Réformateur du début du XIX^e siècle.

11) NdT : Durant la période de domination britannique, le gouverneur général est l'un des postes les plus élevés de l'administration coloniale.

Être révolutionnaire aujourd'hui

PAR CHRISTINE POUPIN

À l'occasion des débats sur l'unité de la gauche et sur les différences entre les différentes organisations, nous avons souhaité aborder la question des rapports et différences entre réformistes et révolutionnaires. Ce dossier n'aborde pas la question de la stratégie révolutionnaire, présente dans nos numéros 119 et 120¹.

Quel sens peut avoir aujourd'hui le débat entre réformes et révolutions, alors que les unes et les autres se font si rares depuis de trop nombreuses années ? Le mot réforme a été préempté par les gouvernements néo libéraux pour déguiser des contre-réformes, des retours en arrière détruisant les uns après les autres les droits et protections imposées par les luttes et organisations ouvrières. En France, l'essentiel des mobilisations cherche à s'opposer à ces régressions ou à en limiter les effets dramatiques, et celles qui visent à obtenir des « réformes » vers plus d'égalité et de justice sociale sont l'exception.

Des soulèvements populaires, des processus révolutionnaires ont explosé et explosent partout dans le monde, certains ont été durement réprimés et battus, d'autres ont permis le renversement du pouvoir dictatorial en place, mais rarissimes – il faudrait traiter à part le Rojava, le Chiapas – sont ceux qui, à défaut de déboucher sur le début de la construction d'une organisation de la société rompant avec le capitalisme, se fixent cet objectif.

QUAND LES DÉSACCORDS PORTAIENT SUR LES CHEMINS VERS UN BUT PARTAGÉ

L'alternative réforme ou révolution qui a structuré les débats politiques tout au long du XX^e siècle opposait des courants et forces politiques qui, au moins en paroles, partageaient un même horizon, la fin du capitalisme, le socialisme... Elles s'opposaient sur le chemin à suivre, soit progressif, graduel, en exerçant le pouvoir sans « prise du pouvoir », soit celui de la rupture, de la destruction du capitalisme.

Quand Rosa Luxemburg, à la toute fin du XIX^e siècle, au sein de la puissante

social-démocratie allemande, s'oppose à Bernstein qui veut abandonner la perspective de la révolution – comme abolition complète et immédiate du capitalisme, pour une réforme progressive du capitalisme vers le socialisme, ce dernier développe deux grands arguments : le premier affirme la capacité du capitalisme à s'adapter pour dépasser ses contradictions internes contre l'inéluctabilité de son effondrement et le second met en avant la possibilité de développer, en son sein, des espaces de socialisme comme les mutuelles, les coopératives, les syndicats... Mais l'objectif demeure, y compris pour Bernstein, celui du socialisme.

Cette référence commune traversera une grande partie du XX^e siècle. En 1971 François Mitterrand pouvait dire : « Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire : oui, révolution ! ... la révolution, c'est d'abord une rupture. [...] Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, [...] ne peut pas être adhérent du Parti socialiste. [...] Il n'y a pas, il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des moyens de production, d'échange et de recherche. » Définissant le « modèle français du socialisme » il affirmait : « On peut être gestionnaire de la société capitaliste ou fondateur de la société socialiste à ce moment du siècle. En ce qui nous concerne, nous voulons être les seconds. » Il est moins intéressant d'affirmer qu'il n'en croyait pas un mot que de constater que pour espérer refonder un parti de masse à même de battre la droite au pouvoir, il fallait que celui-ci apparaisse comme un outil pour la rupture avec le capitalisme et l'avènement du socialisme, fût-il « à la française » !

Force est de constater que nous n'avons pas seulement changé de siècle, nous avons changé d'époque.

Aujourd'hui, il est réjouissant de voir des centaines de milliers de jeunes scander « Changeons le système, pas le climat », mais il faut aussi constater qu'aucune force politique ou regroupement de forces capables de peser sur le rapport de force, ne portent la perspective d'en finir avec le système capitaliste. De manière large, la fin du monde paraît plus probable que la fin du capitalisme.

Cette posture est systématisée par les courants se réclamant de la collapsologie qui affirment que l'effondrement des sociétés humaines – la disparition de plus de la moitié de la population mondiale – est inévitable et qu'il a déjà commencé. Cette certitude se baserait sur un « faisceau de preuves scientifiques », il ne resterait d'autre choix que de s'y préparer. Le désaccord ne porte ni sur la gravité de la situation actuelle, effectivement, il ne s'agit pas d'une crise passagère car les seuils critiques de plusieurs paramètres écologiques (perte de biodiversité, cycles de l'azote et du phosphore, climat, changement dans l'utilisation des terres) sont franchis menaçant la soutenabilité des sociétés, ni sur ses racines dans les activités humaines. Il porte sur le fait que ces activités ne relèvent pas de lois naturelles, immuables, mais de rapports sociaux construits, en l'occurrence ceux qui sont dictés par le capitalisme. Dès lors il ne s'agit pas de se préparer au désastre, de s'y résigner, mais d'envisager un autre avenir, d'autres rapports sociaux pour conjurer la catastrophe.

« OU PASSAGE AU SOCIALISME OU RECHUTE DANS LA BARBARIE »

Cette phrase résonne tellement à nos oreilles contemporaines qu'on a perdu le sens qu'elle revêtait sous la plume de Rosa Luxemburg en 1915. « Nous sommes

placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien... ou bien encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. »

Il s'agissait alors, de manière quasiment symétrique à ce qui nous oppose au fatalisme effondriste, de répondre au fatalisme socialiste qui dominait alors dans le mouvement ouvrier. Cette foi dans une victoire inéluctable du socialisme, la certitude que la révolution est « aussi irrésistible et inévitable que le développement incessant du capitalisme » étaient aux fondements mêmes de la social-démocratie, de sa puissance organisationnelle et politique mais aussi de sa stratégie attentiste. Face au cataclysme que constituèrent, le 4 août 1914, la capitulation de la social-démocratie et l'embrigadement de la classe ouvrière dans la boucherie impérialiste de la guerre, Rosa Luxemburg affirme, en rupture avec la vision d'une marche univoque de l'histoire, la possibilité et la nécessité d'un choix conscient entre deux issues possibles.

Mais quelle est l'utilité de cette référence aujourd'hui ? Elle tient à ce que, au-delà du vocabulaire daté, l'important dans l'argumentation est dans l'existence d'un « ou bien... ou bien ». L'avenir n'est pas écrit, il dépend de nous, de notre engagement. Le sens profond de « socialisme ou barbarie » n'a rien d'un constat passif, il exprime le dilemme auquel nous sommes confrontés, il impose de choisir consciemment l'une des branches du « ou bien, ou bien » et d'agir. Il est terriblement actuel. D'autant que, en dépit de la référence à la Rome antique, la barbarie à laquelle Rosa Luxemburg fait référence est une barbarie moderne, celle de la guerre moderne avec ses capacités de destruction jamais atteintes auparavant.

LA BARBARIE MODERNE : GUERRES, INÉGALITÉS...

Contrairement au récit d'un Occident pacifié, la violence impérialiste et la guerre sont partout, de l'Irak à la Bosnie,

de la Somalie au Mali. Comme l'écrit Nils Andersson « *Le capitalisme du réel, sa nature impérialiste, pris dans la nasse des intérêts et contradictions propres à la mondialisation, traversé par les ambitions géopolitiques pour le partage des zones d'influence entre grandes puissances et puissances régionales, perverti dans l'entrelacs de réseaux d'alliances hétéroclites et de circonstance, entraîné dans le cycle infernal de la militarisation du monde dont l'Occident est le principal camelot, ne peut changer de nature* ».

Sous les coups des politiques néolibérales, les inégalités se sont creusées au profit « d'une infime minorité de riches hommes blancs, au détriment d'une très grande partie de la population, et en premier lieu des plus pauvres, des femmes et des filles » selon le rapport d'Oxfam, la richesse des 1 % les plus riches de la planète correspond à plus de deux fois la richesse de 90 % de la population mondiale. Les inégalités indécentes de revenu se traduisent dans les inégalités criminelles d'accès à la nourriture, à l'eau potable, à un air sain, au logement, aux soins, à l'éducation...

... BASCULEMENT CLIMATIQUE

Des centaines de millions de personnes sont chassées de leurs terres rendues inhabitables par la montée des eaux ou par les sécheresses de plus en plus sévères. Dans certaines régions, la vie est en passe de devenir impossible, quand elle ne l'est pas déjà, sous l'effet de mégafeux – ces incendies d'une étendue, intensité et durée inédites de l'Australie au cercle Arctique, du bassin méditerranéen à la Californie en passant par l'Amazonie – ou des vagues de chaleurs extrêmes. Les inondations, ouragans, typhons et tempêtes de plus en plus destructrices se multiplient. Désormais, une grande partie des gouvernants affirme prendre au sérieux la menace, multiplie les alertes et déclarations et prétend y répondre grâce au nucléaire, au développement de réponses technologiques comme la capture-séquestration du carbone, à des solutions dites « basées sur la nature » (plantations industrielles)... et surtout aux mécanismes de compensation et au marché carbone. Non seulement ces politiques sont inefficaces pour maintenir le réchauffement en deçà de la limite des 1,5 °C d'augmentation de la température moyenne de la terre mais elles portent en elles de nouvelles menaces. La « neutralité carbone » en 2050 aboutit en réalité à promettre d'hypothétiques absorptions de carbone à long

terme alors qu'une réduction massive et immédiate des émissions est impérative. Elle laisse la porte ouverte à des dépassements temporaires, donc à des points de non-retour – fonte des calottes glaciaires, inversion des courants océaniques, savanisation de l'Amazonie... entraînant des emballements irrémédiables qui menacent de faire basculer la Terre dans un régime de « planète étuve » qui pourrait provoquer une hausse du niveau des océans de treize mètres voire plus. Les fausses solutions technologiques sont aussi porteuses de lourdes menaces comme celles d'un accident nucléaire ou de la prolifération des déchets. Toutes les réponses en termes de compensation renforcent l'oppression néocoloniale en imposant aux peuples du Sud global la charge de l'absorption des émissions dont les pays les plus riches sont responsables. Elles reposent sur une marchandisation des écosystèmes qui ignore leur fonctionnement réel et l'importance décisive de la biodiversité. Parce que c'est la seule voie envisageable par le capitalisme néolibéral, il confie au système financier le soin de gérer un marché global de droits de compensation, c'est-à-dire de droits de polluer. Autant confier la lutte contre l'incendie aux pyromanes ! Si les climato-négationnistes, soutenus par certains secteurs capitalistes, semblent mener un combat d'arrière-garde, ils n'en poursuivent pas moins leur fuite en avant criminelle dont la destruction de la forêt amazonienne et l'élimination programmée des peuples autochtones par le gouvernement Bolsonaro sont une illustration.

Les événements extrêmes climatiques, l'aggravation des inégalités, la multiplication des conflits en particulier pour l'accès aux ressources, répressions et politiques autoritaires... se conjuguent et se renforcent mutuellement. Dans ce contexte, le racisme systémique qui provoque des crises de l'accueil des migrantEs de plus en plus graves et meurtrières occupe une place centrale. Le danger fasciste est réel et le chevauchement par l'extrême droite du thème de la préservation de l'environnement associé à la lutte contre l'immigration dans un « écofascisme » malthusien et survivaliste doit nous alerter.

CATASTROPHE : STOP OU ENCORE ?

Partir de la situation réelle, objective :



selon les estimations scientifiques les plus récentes (Johan Rockström du Potsdam Institute for Climate Impact Research à la COP26), « *La stabilisation à 1,5 °C est encore possible mais une action immédiate et drastique est nécessaire* ». Les émissions globales de CO₂ doivent diminuer d'ici 2030 de 4Gt/an (10 %) pour avoir deux chances sur trois de rester sous 1,5°C. Le méthane et l'oxyde nitreux doivent diminuer dans les mêmes proportions. Ces diminutions imposent une réduction drastique des énergies fossiles. Mais l'essentiel de la production industrielle et des transports repose sur ces énergies. Un basculement du système productif et de transport à l'identique et dans les mêmes volumes vers des sources d'énergies renouvelables est impossible : à titre d'exemple, remplacer l'intégralité du parc automobile thermique par des voitures électriques ferait exploser la demande en électricité et en matériaux rares de manière insoutenable... Comme le dit Daniel Tanuro : « *on ne peut pas à la fois relancer une économie fossile à plus de 80 %, remplacer les fossiles par les renouvelables et par une efficacité accrue, et réduire très vite et radicalement les émissions* ». Il n'y a donc pas d'autre issue que de réduire radicalement la production matérielle et les transports. Cette conclusion est incontournable.

La réduction de la production, de la consommation et des transports doit être globale mais elle ne concerne pas tout le monde de la même façon : pour respecter la justice climatique, les 1 % les plus riches doivent diviser leurs émissions par trente, les 50 % les plus pauvres peuvent les multiplier par trois. Deuxième conclusion aussi incontournable : la décroissance indispensable est structurellement

incompatible avec la logique même du système qui oblige chaque capitaliste à produire toujours plus pour maintenir son profit. Il y a là une contradiction absolue.

Il n'y a pas d'autre choix : ou bien continuer la marche (plus ou moins rapide) à la barbarie ou bien en finir avec le capitalisme et rompre avec le productivisme. Dit autrement, la révolution est objectivement à l'ordre du jour. Mais à quoi sert une telle affirmation quand, à l'évidence, il en va tout autrement subjectivement. Sûrement pas à s'auto-décerner des brevets de radicalité, bien dérisoires. Prendre acte de la nécessité absolue d'une transformation radicale, révolutionnaire permet de savoir vers où on veut aller, de mesurer si les pas qui sont faits vont dans le bon sens. Selon Daniel Bensaïd, « *la révolution, non comme modèle préfabriqué, mais comme hypothèse stratégique, reste l'horizon éthique sans lequel la volonté renonce, l'esprit de résistance capitule [...]. Sans la conviction que le cercle vicieux du fétichisme et la ronde infernale de la marchandise peuvent être brisés, la fin se perd dans les moyens, le but dans le mouvement, les principes dans la tactique* ».

Produire, consommer, transporter et travailler moins, partager et décider plus pourrait résumer les grands traits d'une société écosocialiste prenant soin des humains, des écosystèmes et du vivant en général.

Aujourd'hui, une telle perspective est loin de constituer l'objectif commun des exploités et des opprimés, elle paraît de ce fait inaccessible. Cela signifie-t-il qu'il faille y renoncer, pour des réformes plus « réalistes » ? Effectivement des mesures du type de celles proposées par la Convention citoyenne, des mesures timides de régulation voire d'interdiction, qui sans

sortir du capitalisme permettraient de réduire un peu les émissions seraient déjà un pas en... arrière, et au bord du gouffre, aucun pas en arrière n'est à négliger. Mais on l'a vu, même des mesures limitées, à partir du moment où elles égratigneraient ne serait-ce qu'un peu la concurrence et le libre marché, sont refusées par les capitalistes. Seules des mobilisations extrêmement puissantes pourraient les imposer. Et nous butons à nouveau sur le facteur subjectif.

Aujourd'hui, les luttes qui s'attaquent aux fondements productivistes du capitalisme sont portées par les paysanNEs et les peuples autochtones dont les existences sont directement menacées par les destructions environnementales, par les jeunes qui voient leur avenir condamné, par les femmes mises en première ligne pour subir, constater et réparer les dégâts par les rôles sociaux qui leurs sont assignés. Ces mobilisations sont extrêmement importantes, elles peuvent bloquer en partie des destructions extractivistes et surtout elles portent en germe les espoirs et les prémisses d'un tout autre fonctionnement de la société débarrassé du capitalisme. Mais la classe ouvrière, les salariéEs, en sont dramatiquement absentEs. Leur vie quotidienne, leur emploi, leur salaire dépendent directement du fonctionnement de la production capitaliste. Ce système les exploite et les détruit directement et indirectement en détruisant leur environnement. Mais, faute d'une perspective émancipatrice suffisamment puissante, iels demeurent largement enrôléEs dans le consensus productiviste. Pourtant sans elleux, il n'y aura ni les forces nécessaires au renversement du capitalisme ni l'ingéniosité collective pour construire une autre organisation sociale. C'est cette contradiction que nous devons reconnaître et dépasser. Il n'y a aucune fatalité, ni celle de l'effondrement ni celle de l'écosocialisme.

L'issue dépend de la volonté consciente des exploités et des opprimés. La révolution, pour être victorieuse, doit être pensée théoriquement et portée politiquement. Dès lors il n'y a pas d'autre choix que de travailler, à partir de la force et du contenu des mobilisations existantes, à construire un projet émancipateur, un horizon commun, capable de donner à l'ensemble des exploités et des opprimés la conscience d'avoir la responsabilité de conjurer la catastrophe et l'envie, la force, l'espoir de le faire. □



Rassemblement devant l'hôtel de ville de Paris contre l'inaction de la COP26. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

1) Voir <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>

Réformisme et bureaucratie, étoiles jumelles

PAR ROBERT PELLETIER

Pratiquement dès sa naissance ou en tout cas dès ses premiers développements numériques et institutionnels, le mouvement ouvrier a été confronté au réformisme et à son corollaire la bureaucratie.

Comme le souligne Ernest Mandel, le développement d'organisations de masse politiques ou syndicales nécessite la création d'un appareil, en partie composé de permanents. Cet appareil tend à s'autonomiser et certains de ses membres peuvent capter des privilèges. Une séparation des « dirigeants » qui se construit sur l'acquisition de compétences, de spécialisation technique, de pouvoir de décision, de possibilité de représentation. La détention de postes d'élus accroît les risques de bureaucratisation.

PREMIÈRES ANALYSES

Robert Michels dans son ouvrage *Les partis politiques*¹ basé en grande partie sur l'étude du parti social-démocrate allemand a été parmi les premiers à théoriser le rapport entre bureaucratie et réformisme basés sur la naissance d'une oligarchie incontournable, selon lui, dans toute forme d'organisation. Dans le même temps Rosa Luxemburg, confrontée à la réalité de la dégénérescence de ce même parti à partir des thèses révisionnistes de Bernstein, entreprend d'en analyser les racines plus spécifiquement politiques, idéologiques. Pour Bernstein, le développement harmonieux du capitalisme de la fin du XIX^e siècle permet d'assurer des améliorations régulières de la condition de la classe ouvrière et des classes moyennes, notamment par les pressions exercées par les syndicats et rend improbable voire inutile une rupture brutale avec le système. L'accroissement de la place prise par le parti social-démocrate allemand au Parlement résoudrait la question

politique du pouvoir sans affrontements violents. Pour Rosa Luxemburg, « la différence entre ces deux conceptions peut alors être définie en quelques mots : selon la conception courante, la lutte politique et syndicale a une signification socialiste en ce sens qu'elle prépare le prolétariat – qui est le facteur subjectif de la transformation socialiste – à réaliser cette transformation. D'après Bernstein la lutte syndicale et politique a pour tâche de réduire progressivement l'exploitation capitaliste, d'enlever de plus en plus à la société capitaliste ce caractère capitaliste et de lui donner le caractère socialiste, en un mot de réaliser objectivement la transformation socialiste de la société². » En ce qui concerne le mouvement syndical, Gramsci est radical : « La nature essentielle du syndicalisme est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société : il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien... Le développement normal du syndicat est caractérisé par une décadence continue de l'esprit révolutionnaire des masses : quand la force matérielle augmente, l'esprit de conquête s'affaiblit ou disparaît complètement, l'élan vital s'épuise, l'intransigeance héroïque fait place à l'opportunisme, à la pratique de la politique du beurre sur le pain³. »

TENTATIVES DE RUPTURE...

Mais au regard de l'histoire, c'est le déclenchement de la Première Guerre mondiale qui va marquer la trahison des

partis socialistes qui, soutenus par une large partie du mouvement syndical, des deux côtés du Rhin, s'engage dans le soutien à leurs bourgeoisies respectives. C'est la doctrine de l'Union nationale, de l'Union sacrée, qui va justifier ce ralliement rendu possible par l'échec des perspectives de grève générale contre la guerre, portées notamment par la CGT, en France.

Face à cette situation Lénine tente de fonder une analyse du phénomène sur des bases plus économiques : « On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de "l'aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un



nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards"⁴ ».

Dans la foulée de la révolution russe, Lénine revient sur l'analyse du réformisme incarné par le « renégat » Kautsky. Cette fois c'est sur la question de la rupture révolutionnaire que Lénine insiste : « *Kautsky a altéré de la façon la plus inouïe l'idée de dictature du prolétariat, en faisant de Marx un vulgaire libéral, c'est-à-dire qu'il est tombé lui-même au niveau du libéral qui, débitant des platitudes sur la "démocratie pure", masque et estompe le contenu de classe de la démocratie bourgeoise, redoute plus que tout la violence révolutionnaire de la part de la classe opprimée. En "interprétant" l'idée de "dictature révolutionnaire du prolétariat" de façon à en éliminer la violence révolutionnaire de la classe opprimée sur les oppresseurs, Kautsky a battu le record mondial de la déformation libérale de Marx. Le renégat Bernstein n'apparaît plus que comme un roquet à côté du renégat Kautsky*⁵ ».

À la sortie de la Première Guerre mondiale, la rupture organisationnelle est rapidement consommée entre la II^e internationale « réformiste » et la III^e internationale « révolutionnaire ». Dans quelques pays se maintiendront au sein de l'internationale II 1/2, quelque temps, des organisations refusant cette rupture (notamment USPD en Allemagne, SPÖ en Autriche, PSOE en Espagne et ILP en Grande-Bretagne).

... DE COURTE DURÉE

Mais l'isolement de la révolution russe va rapidement transformer la III^e internationale en instrument du maintien au pouvoir de la direction stalinienne en URSS et imposer un cours réformiste et une bureaucratisation brutale à l'Internationale communiste. De son côté la II^e internationale va tenter une synthèse théorique entre le libéralisme des partis bourgeois et le socialisme. La démocratie et le pluralisme politique deviennent deux notions phares dans la pensée sociale-démocrate. Si le programme « économique » reste voisin de celui de l'IC stalinisée avec les politiques de nationalisation de pans entiers de l'économie visant une transformation

de l'intérieur du système capitaliste, le projet social-démocrate efface la nécessité de la rupture avec l'appareil d'État bourgeois. De l'autre, la III^e internationale stalinisée, tout en continuant de s'affirmer révolutionnaire, devient une force de conservation sociale, politique et idéologique au sens où la défense des intérêts ouvriers est subordonnée aux intérêts de l'URSS et à ses tractations avec les États capitalistes. La sanglante victoire de régimes fascistes en Italie, Allemagne et Espagne entraîne un affaiblissement dramatique de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier. À l'exception de la France où le mouvement de grève de Juin 36 fournit l'occasion d'un renforcement à la fois de la SFIO, du PCF et de la CGT (réunifiée) qui tout en réussissant à maintenir le mouvement dans le cadre du système ont obtenu la mise en place d'un ensemble d'institutions, d'un système de représentation de la classe ouvrière qui servira de base aux politiques de collaboration de classe qui prendront leur essor au lendemain du conflit mondial. À cette occasion, Trotsky tentera de reprendre une analyse des partis réformistes dans la situation particulière du mouvement gréviste en produisant des analyses du PCF et de la SFIO avec la préoccupation de parvenir à faire pièce au Front populaire en lui substituant la tactique de Front unique. Une tactique au fondement de la III^e internationale devant permettre d'entraîner les réformistes sur la voie d'un processus révolutionnaire. Tactiquement, Trotsky défend la nécessité de faire de l'entrisme dans la SFIO en s'appuyant sur les analyses respectives du PCF et de la SFIO. « *Le parti socialiste, n'est un parti ouvrier ni par sa politique ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc. partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière*⁶ ». Et des deux partis « ouvriers » : « *Les deux partis (SFIO et SFIC) représentent des organisations centristes avec cette différence que le centrisme des staliniens est le produit de la décomposition du bolchévisme, tandis que le centrisme du parti socialiste est né de la décomposition du réformisme*⁷ ».

La domination de régimes fascistes, le pacte germano-soviétique en 1939 et la Seconde Guerre mondiale auront

pour conséquence une réorganisation importante du mouvement ouvrier avec la quasi-disparition des Partis communistes d'Allemagne, d'Espagne, leur affaiblissement en Italie et France de même que celle des partis sociaux-démocrates. Pendant le conflit mondial, le maintien, la renaissance de certains (en particulier des partis communistes français et italien) se fera au travers de la participation à la résistance aux régimes dictatoriaux empreinte d'un nationalisme voire d'un chauvinisme qui permettra leur intégration aux gouvernements et aux régimes mis en place à la sortie de la guerre.

ÉTERNEL RECOMMENCEMENT ?

Le redéploiement économique de l'après-guerre, sur fond de destructions massives, va s'adosser à des gouvernements de collaboration de classe au niveau politique en liaison avec une intégration du mouvement syndical. Le tout peut se résumer dans les messages dictés de Moscou et portés par Thorez : « *Un seul État, une seule armée, une seule police* », puis dans le cadre de la « *Bataille de la production* », l'injonction : « *Produire, faire du charbon : C'est la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français !* » Une politique qui ne s'avèrera pas si facile à tenir pour les communistes en situation de guerres coloniales et de répression de grévistes sur fond de (re)mobilisations ouvrières tandis que les sociaux-démocrates, dans toute l'Europe occidentale, gèrent désormais loyalement les affaires de la bourgeoisie et mènent en France la sale guerre d'Algérie.

Jusque dans les années 68, la relative embellie économique et sociale associée à la collaboration des partis réformistes puis à la mise en place du régime autoritaire de la V^e République et la surexploitation des travailleurs immigrés vont permettre une modernisation de la société française. La réorganisation des rapports aux principales colonies et la mise en place de la Françafrique avec la complicité de la SFIO et la bienveillance du PCF vont aussi contribuer à cette relative prospérité, englobée sous le vocable trompeur des Trente glorieuses. C'est, pour les partis communistes, l'époque du « passage pacifique au socialisme » malgré l'évidence des leçons à tirer de l'expérience chilienne. Les partis réformistes vont largement bénéficier de cette situation pourtant contradictoire. Les liens avec les

syndicats (PS-FO/CFDT, PCF/CGT) confortent l'image de partis « ouvriers », défendant un autre type de société, alternatif au gaullisme, au capitalisme. L'ampleur des mouvements à dimension internationale de la fin des années 60 va convaincre les dirigeants du système capitaliste à revoir complètement les rapports sociaux, le partage des richesses en s'appuyant sur les crises économiques justifiant un développement gigantesque du chômage. À l'image de ce qu'ont entrepris Thatcher et Reagan, la célèbre déclaration de Denis Kessler : « *La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance⁸ !* », résume, pour la France, les objectifs du patronat, toujours d'actualité. Un tournant dans la situation politique qui va conduire la social-démocratie au social libéralisme et le PCF à un affaiblissement considérable victime collatérale de la chute du mur de Berlin et perte de crédibilité des tactiques d'unité de la gauche. Diminution des résistances, poids du chômage et disparition de repères alternatifs poussent la CFDT vers une collaboration de classe ouverte, aidée par le patronat et les gouvernements de droite et de gauche, et affaiblissent une CGT où déstalinisation se confond avec dépolitisation et difficulté à mobiliser et accompagnement des reculs au travers notamment des « diagnostics partagés » et des tractations permettant de sauvegarder des pans des appareils⁹. Les longs passages aux gouvernements du PS et du PCF, sous différentes formes de Mitterrand à Hollande, avec le soutien plus ou moins ouvert des organisations syndicales, va creuser un fossé toujours plus large et profond avec les classes populaires contribuant largement au développement de l'abstention lors des échéances électorales. Avec comme dégâts collatéraux la progression des idées réactionnaires et l'élargissement de l'impact électoral des partis représentants de cette mouvance.

Déjà, lors des mobilisations de la fin des années 60, partis et syndicats se sont placés à la marge du mouvement tentant de l'enfermer sur des revendications immédiates classiques. Dans le même temps où s'affaiblissent les mobilisations centrées sur les questions sociales sur fond de montée du chômage, les mobilisations à dominante

plus « sociétales » se développent : chômage, féminisme, antiracisme, écologie, ZAD, élargissant la composition sociale des participantEs et souvent empreintes d'une plus grande radicalité. Et, pour l'essentiel, les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier se sont peu impliquées dans ces mobilisations. Des situations qui vont se reproduire avec les mobilisations des Gilets jaunes.

Dans les années 80, toutes les directions des partis sociaux-démocrates européens se rallient au social-libéralisme et selon les paroles de Michel Rocard considèrent clairement désormais le capitalisme comme « un horizon indépassable ». Affaiblies dans leur « cœur de métier », certaines organisations réformistes résistent (c'est le cas en Allemagne, par exemple). D'autres, en particulier en France et en Italie, voient leurs effectifs, leurs audiences électorales fondre voire s'effondrer. Leurs capacités de mobilisation s'amoindrissent, laissant les mains libres aux contre-réformes menées par les gouvernements successifs (souvent à direction sociales-démocrates). En France, d'un côté le PS, le PCF¹⁰ ou les Verts centrent leurs activités politiques sur les élections pour essayer de sauver leur « patrimoine » électoral qui au travers de mandats, commissions diverses, aides diverses depuis le canton jusqu'à « Bruxelles » ou « Strasbourg » contribuent largement à leur survie économique. De l'autre, les organisations syndicales sont largement dépendantes financièrement des institutions représentatives du personnel, commissions paritaires multiples, cabinets d'expertise, mutuelles, formation professionnelle.

L'INDISPENSABLE RÉSISTANCE

La logique de la dialectique des conquêtes partielles, au cœur des analyses de Mandel sur la bureaucratie¹¹, se retourne contre le mouvement ouvrier traditionnel, contre le réformisme. Baisse de la conflictualité sociale, affaiblissement du niveau de conscience, affaiblissement et adaptation idéologique des appareils, alimentent une spirale régressive difficile à inverser. Une logique difficile à contrecarrer dans une période de reflux des mobilisations. Les partis révolutionnaires peuvent de façon volontariste essayer de préserver leur orientation et un fonctionnement relativement démocratique. En ce qui

concerne les organisations de masse telles que les syndicats, si les pistes existent pour éviter les dérives, celles-ci sont difficiles à mettre en œuvre. La rotation des responsabilités est rendue difficile en cette période de disette de mobilisations, de pénurie militante et largement entravée par les politiques de discrimination et de répression patronales. Il en est de même de l'existence d'une « démocratie ouvrière » dans les débats, le fonctionnement ou dans les mobilisations qui se heurte également aux résistances des appareils.

De fait les contributions se multiplient qui (re)posent la question de la nécessité des organisations de masse du mouvement ouvrier¹², les voies de leur reconstruction¹³ pendant que se multiplient les réflexions sur les modifications de la structuration de la classe ouvrière, des classes populaires et les mutations du travail. Si le maintien, le développement des mobilisations actuelles (santé, fermetures de sites, suppressions d'emplois, salaires) est une condition nécessaire à la reconstruction d'un mouvement ouvrier « de masse et de classe », selon une vieille formule, les voies, les formes et la stratégie suscitent autant de débats que de certitudes, alors que l'alternative « socialisme ou barbarie » est plus que jamais d'une actualité brûlante. □

1) *Titre initial* : Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes, 1914, Nouvelle édition, 2015, traduction de l'allemand, présentation et annotation par Jean-Christophe Angaut, Paris, Gallimard, « Folio essais ».

2) Réforme sociale ou révolution, 1899.

3) *Syndicats et conseils*, Antonio Gramsci, Ordine Nuovo, 11 octobre 1919.

4) L'impérialisme, stade suprême de l'évolution du capitalisme, 1916.

5) La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky (1918).

6) Le mouvement communiste en France, Éditions de Minuit, page 472.

7) Le mouvement communiste en France, Éditions de Minuit, page 439.

8) Article de Denis Kessler dans la revue *Challenges* le 4 octobre 2007.

9) *Adrien Thomas*, Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF, Éditions l'Harmattan, 2006.

10) *Julian Mischi*, Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2014.

11) *Ernest Mandel*, De la bureaucratie, écrit pendant les années 1965-1967. *Cahier « Rouge »*, éd. La Brèche, 1978.

12) *Loren Balhorn*, « La classe travailleuse peut-elle se passer de partis de masse ? » Revue *Contretemps*, du 15 au 22 novembre 2021 <https://www.contretemps.eu>.

13) *Roger Martelli*, « Le peuple et la gauche », *lundi 22 novembre 2021. ESSF Débat (France)*

De la crise à la révolution ?

PAR HÉLÈNE MARRA

À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, les populations des pays industriels ont été confrontées à une organisation du travail déshumanisante tant du point de vue de son intensité que du point de vue de sa finalité : l'accumulation illimitée du capital.

Ce système arrive à son paroxysme avec le modèle tayloriste fondé sur une organisation hautement hiérarchisée et centralisée du processus de production. Cette évolution est également liée à l'émergence des nouveaux régimes politiques ainsi qu'aux mutations profondes de l'état du monde et des relations internationales marquées par les deux conflits mondiaux, les processus de décolonisation et les phénomènes de la globalisation économique et politique. Au lendemain des deux grandes guerres, les sociétés ont donc été amenées à questionner leurs mécanismes profonds et à se repenser. La période qui succède à la Deuxième Guerre mondiale a apporté des progrès indéniables dans les conditions de travail et de vie à travers notamment la création de la Sécurité sociale et de la première caisse de retraite.

De par son caractère inédit et sa portée désastreuse en termes de nombre de décès et de mise à l'épreuve des systèmes de santé partout, la pandémie du Covid-19 a été comparée à une guerre. Si le parallèle est certes inapproprié car l'action de l'ennemi tout comme les stratégies de réponse ne sont pas d'ordre militaire, la crise sanitaire que nous vivons actuellement constitue un événement de rupture qui bouscule les pratiques sociales et fait trembler l'édifice de la société capitaliste.

LES IMAGINAIRES DU MONDE D'APRÈS : ENTRE RÉFORME ET RÉVOLUTION

Toutes les grandes crises que nous avons traversées au cours du siècle dernier ont impliqué une réflexion autour du travail et de ses formes possibles d'humanisation et de libération. La période

1948-1969 a également constitué un moment propice pour engranger les transformations du travail et de la société. L'explosion des révoltes en mai 1968 a mis en cause d'une façon radicale le capitalisme, son organisation hiérarchique, l'aliénation et l'absence de liberté et d'autonomie dans le travail.

Alors que le monde est à nouveau secoué par une crise sanitaire inédite, la situation actuelle semble caractérisée par une phase de stagnation et même de recul des progrès arrachés par le mouvement ouvrier au cours du siècle dernier. La question même du sens et du contenu du travail semble avoir été évacuée au profit d'indicateurs de rendement et d'efficacité totalement déconnectés du vécu et des besoins des populations. La planète est envisagée « *comme une immense entreprise à laquelle il conviendrait d'appliquer toutes les recettes de la gouvernance par les nombres*¹ ».

Dans la « société du risque² » (environnemental, climatique, nucléaire, humanitaire, sanitaire ou terroriste...), le système de gestion et de maîtrise des risques assume toutefois de plus en plus une dimension paradoxale. La contradiction réside dans le décalage entre la conscience du risque et le potentiel d'action des individus à l'intérieur d'un système décisionnel autoritaire, opaque et détaché du vécu des gens.

La crise que nous vivons révèle ainsi l'incapacité du capitalisme à répondre aux désastres que lui-même a provoqués ainsi que la dimension vitale et indispensable de la coopération et des formes de socialisation des ressources. En désavouant la doctrine néolibérale, les principales mesures d'urgence mises en place pour faire face à la crise mobilisent

les mécanismes de solidarité de l'après-guerre. L'indemnité de chômage partiel correspond à un salaire socialisé qui est payé par les cotisations sociales et financée conjointement par l'État et l'UNEDIC³. En contrepartie, l'employeur qui bénéficie de l'allocation d'activité partielle, est exonéré des cotisations sociales sur l'indemnité qu'il va reverser au salarié. Ce sont paradoxalement les cotisations sociales nécessaires au financement de l'indemnité et du service public de la santé qui ont été gelées par le gouvernement. Un raisonnement cynique et surréaliste qui ouvre la voie à de nouvelles restrictions budgétaires (5 700 lits d'hôpital ont été fermés pendant le pic de l'épidémie).

Au lendemain du premier confinement, les collectifs et associations qui ont signé la tribune « Plus jamais ça⁴ » se proposaient de faire de la crise une occasion pour infléchir la politique néolibérale à travers une série de mesures : l'arrêt des activités non indispensables, la réquisition des établissements médicaux privés, la suspension du versement de dividendes par les entreprises et l'utilisation des 750 milliards d'euros de la BCE pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations.

En renouant avec le chantier politique autour du travail, d'autres prises de parole, plus intellectuelles, ont abouti à la rédaction de la tribune « Le Manifeste Travail - Démocratiser, Démarchandiser, dépolluer le travail » traduite en plusieurs langues et signée par 7 000 universitaires⁵. À l'initiative de Dominique Meda, Isabelle Ferreras, Julie Battilana et d'autres chercheuses en sciences sociales, le manifeste se propose de démocratiser l'entreprise capitaliste en

permettant aux employéEs de participer aux prises de décisions et en invitant à sortir de la dualité actionnaires/travailleurs. L'entreprise capitaliste est donc appelée à évoluer pour faire face aux crises multidimensionnelles que nous vivons. Les autrices du manifeste n'expliquent pas la stratégie à adopter pour imposer un tel changement et semblent donc opter pour la voie de la réforme.

Toutes ces initiatives sont bien évidemment positives car elles permettent de questionner, bien que souvent sans le nommer, le capitalisme. Toutefois, il serait naïf de croire qu'elles suffiront à infléchir le système. Nous rejoignons donc ici la lecture critique offerte par Frédéric Lordon selon lequel démocratiser le capitalisme est une perspective qui n'a pas une véritable consistance logique⁶. La seule façon de démocratiser l'entreprise capitaliste est de l'abolir, son système de subordination du travail au capital étant contraire au principe de l'égalité démocratique. Bien qu'animé par l'esprit du temps⁷, le capitalisme ne connaît pas de morale, toute son histoire est là pour témoigner que le moment de son renversement ne ressemblera pas à une promenade champêtre ni à un colloque universitaire.

Comment poser alors aujourd'hui la question de la révolution ? Comment penser le contenu politique de notre campagne présidentielle tout en contribuant à œuvrer à un projet de transformation révolutionnaire de la société ?

Cela renvoie à la préoccupation qui

animait Léon Trotski en 1938. En évaluant l'impréparation du prolétariat et de l'avant-garde, il envisage un système de revendications transitoires capables de favoriser l'articulation entre les conditions et les aspirations de larges couches du prolétariat et le programme de la révolution socialiste. La principale tâche du programme de transition est dès lors celle de permettre une mobilisation des masses et les faire tendre le plus possible vers le processus révolutionnaire.

LE SOCIALISME C'EST LA TRANSFORMATION DU TRAVAIL

Le socialisme n'est rien d'autre que l'organisation de l'autonomie de la classe ouvrière, qui à la fois la présuppose et la développe⁸. Celle-ci doit bien évidemment passer par la dimension de la lutte politique indispensable pour dépasser les rapports de force imposés par le capitalisme. C'est ce rôle crucial revêtu par la praxis révolutionnaire qui fait dire à Antonio Gramsci que « *tout est politique et que la seule philosophie est l'histoire en action, c'est-à-dire la vie elle-même*⁹ ». Ainsi, avoir la liberté économique devrait signifier être libéré de la contrainte exercée par les forces et les rapports économiques. Avoir la liberté politique devrait signifier être libéré de la politique sur laquelle les individus n'ont pas de contrôle effectif. Avoir la liberté intellectuelle devrait signifier qu'il n'y a plus de faiseurs d'« opinion publique » et plus d'opinion publique¹⁰.

Comme dans les contextes des deux

guerres mondiales, nous pouvons poser aujourd'hui, avec une intensité et une urgence nouvelles, la critique de la dés-humanisation du travail.

Cela revient à libérer le travail mais aussi à le déconstruire et le défaire. Le travail, sous la forme aliénée imposée par le système salarial, a constitué le principal objet de la critique du mouvement ouvrier. Tout en contribuant à améliorer les conditions, ses conquêtes n'ont pas réussi à le modifier radicalement. Le travail comme nous le connaissons aujourd'hui est donc une forme spécifique de travail qui est l'expression d'une forme historique de domination économique. Il est très important de le rappeler car les activités humaines ne se réduisent pas forcément à la modalité capitaliste de transformation de la nature qui en constitue uniquement une forme dégradée et hautement contaminante. Dans cette perspective, le terme d'« anthropocène¹¹ » pourrait induire en erreur car, en ne faisant pas directement référence au modèle industriel capitaliste, il donne à voir une dangerosité de l'*anthropos* et des activités humaines en elles-mêmes. Or, ce n'est pas l'être humain en soi qui constitue un danger pour lui-même et pour son écosystème mais la logique de l'accumulation du capital. La question du travail et de sa libération du joug du capitalisme s'articule donc inévitablement à la question écologique (quoi et comment produire), technologique (comment mettre la technologie au service des besoins humains) et démocratique (comment organiser le travail et la vie en société).

DES PROPOSITIONS TRANSITOIRES POUR FAIRE AVANCER LES LUTTES

La crise sanitaire constitue un catalyseur des discours et des débats politiques qui vont animer la campagne présidentielle en France. Il faudra donc, en partant de la crise, effectuer à la fois un travail pédagogique et programmatique avec la conscience qu'il ne sera pas possible d'avancer des propositions qui ne sont pas lisibles pour notre camp social. Le contenu politique de notre campagne doit donc partir des besoins matériels et des aspirations qui s'expriment au sein de notre classe. La principale hypothèse travaillée ici est que la campagne peut constituer une occasion pour relancer



Les manifestants aux Champs Élysées avec ses lumières de Noël, Acte IV des Gilets jaunes, 8 décembre 2018. © Photothèque Rouge /Martin Noda



un débat autour de la libération du travail tout en l'articulant aux revendications écologiques, démocratiques et du droit universel à la santé.

Repenser le travail par la socialisation du salaire

La réduction du temps de travail et son partage entre tous et toutes (voire la mise en place d'« une allocation universelle inconditionnelle¹² ») sont des mesures qui permettent de replacer au cœur du débat la question de l'humanisation et de la libération du travail. Notre combat pour transformer le travail doit également s'appuyer sur les luttes contre les formes capitalistes, racistes et patriarcales de répartition et de domination du travail. Les dernières séquences des mobilisations ont vu de nouveaux sujets préca-

risés et opprimés s'insurger et revendiquer le droit à des meilleures conditions de travail. C'est le cas des femmes de chambre de l'hôtel Ibis ou encore des travailleurs et des travailleuses du nettoyage de l'Université de Jussieu. La crise contribue en effet à rendre visible et fondamental le champ de lutte des travailleuses du care, mettant en avant l'enjeu de la maîtrise collective du procès de travail et la question de la transformation de son organisation et de sa division au sein de l'ensemble de la société¹³.

Dans un contexte qui ouvre à de nouvelles restructurations et à l'optimisation du capital, l'interdiction des licenciements peut en outre constituer une accroche intéressante pour libérer le travail des aléas du marché tout en répondant aux aspirations de nombreux travailleurs et travailleuses dont la stabilité du salaire est menacée par la crise. En annulant l'obligation de travail imposée par la misère et les buts extérieurs, la garantie de la continuité du salaire préserve un lien étroit avec le programme de la révolution socialiste. L'impossibilité de licencier fait en effet peser une responsabilité sur les entreprises, les empêche de considérer l'humain et les salaires sous la forme d'une marchandise et dote l'individu d'une dignité et d'un pouvoir de négociation dans le marché du travail. Cette réflexion autour du salaire et de son détachement du travail

productif peut s'étendre à d'autres positions et catégories sociales. La promotion du salaire étudiant est en ce sens une façon pour réfléchir à la redéfinition des frontières du travail à travers la rémunération du travail intellectuel et reproductif. Dans les Grundrisse¹⁴, nous

investissements dans la recherche qui doit être financée d'une façon pérenne et équitable entre les différents établissements et unités de recherche. Une écologie politique radicale doit donc remettre au centre du débat la question de la planification démocratique afin de



© Photothèque Rouge / Babar

retrouvons en effet une autre acception du travail : le travail abstrait et vivant lié à l'idée d'un travail collectif. Tout un ensemble d'activités – communication, formation, observation, échanges, éducation et expériences de vie – sont utilisées dans le cadre du travail tout en n'étant pas directement rémunérées. Elles contribuent toutefois largement à déterminer la production de la valeur surtout en garantissant la production et la reproduction des biens. Les grèves féministes ou les grèves étudiantes ainsi que les récentes mobilisations des travailleurs des plateformes sont en ce sens essentielles pour clarifier la distinction entre le travail (rémunéré, gratuit, reproductif, intellectuel, invisible, en miettes) et l'emploi tout en réclamant en même temps l'élargissement des droits.

Repenser le travail par l'écologie

L'interdiction des licenciements doit être accompagnée par des investissements massifs dans la reconversion écologique des activités et des emplois en baissant la charge et le temps de travail de chacun et en l'orientant vers les activités définies collectivement comme indispensables. Repenser le travail par l'écologie signifie donc envisager une organisation démocratique de la société capable de mettre fin aux activités polluantes sans pour autant priver les travailleurs de leur salaire. La reconversion s'appuie sur les

soustraire la décision aux principes de rentabilité du marché.

Revendiquer la justice fiscale

Il est urgent de revendiquer en outre l'expropriation des banques et des systèmes de crédit et d'envisager un autre modèle de fiscalité : rétablissement de l'ISF, lutte contre l'évasion, les paradis fiscaux et les pratiques d'optimisation fiscale (en priorité les GAFAM) et actualisation du débat autour de la taxe Tobin sur les transactions financières. Ces mesures prennent tout leur sens dans un cadre programmatique où on se donne les moyens de contrôler l'ensemble des mouvements des capitaux et de socialiser le système bancaire. La crise financière de 2008 aurait dû sonner l'alarme. Malgré les mobilisations intenses qui l'ont suivie, le mot d'ordre des organisations internationales fut celui de « passer à la vitesse supérieure¹⁵ » en intensifiant les réformes néolibérales et en réduisant les budgets publics notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Revendiquer un droit universel à la santé

L'hôpital en souffrance peut devenir un cadre de travail idéal pour élaborer une critique du modèle capitaliste et entrevoir une issue. La pression psychologique, la pénurie d'effectifs et de moyens et le modèle managérial fondé sur le contrôle de

la productivité sont devenus le modus operandi dans l'ensemble des services publics. Ce système s'impose à nous en dépit des innombrables démonstrations de son absurdité et de sa dangerosité et malgré les signaux d'alarme lancés par les travailleurs. Lors de l'explosion de la pandémie, il a été avant tout l'auto-organisation du personnel soignant à travers la prise en main de son outil de travail et la recherche collective de solutions adaptées à permettre à la structure sanitaire de tenir.

Notre campagne pourrait défendre une véritable politique de santé publique en demandant le financement prioritaire de l'hôpital public à travers des embauches massives dans les hôpitaux, la revalorisation des salaires du personnel soignant et la hausse du SMIC.

Nous devons en outre lutter pour obtenir le moratoire des brevets sur les vaccins afin d'en garantir l'accès à la population mondiale. Des terres communes aux algorithmes, l'histoire du capitalisme est l'histoire d'un vol légalisé. La levée des brevets nous permet de poser la question centrale autour des frontières entre ce qui devrait et ce qui ne devrait pas faire partie de l'économie de marché. La connaissance scientifique ne peut en aucun cas constituer un bien privatisable. Autrement dit, poser la question de la levée des brevets sur les vaccins signifie déclarer clairement que la santé n'est pas une marchandise. Fruit de l'intelligence collective et de la coopération sociale, le savoir scientifique doit être soustrait d'urgence au contrôle du capital pour pouvoir être géré directement par les populations comme étant un bien commun inaliénable. Par sa nature, le savoir constitue un bien immatériel impérissable, c'est-à-dire que son usage extensif produit des externalités positives sans impliquer son dépérissement. Les brevets sur les vaccins constituent donc un moyen pour le capital de privatiser l'inappropriable et d'imposer la loi de la production de la valeur sur un bien reproductible à bas coût à l'infini et donc universellement accessible.

La levée des brevets ne constitue pas en soi une révolution mais elle représente une revendication permettant d'opposer, bien que d'une façon ponctuelle, « le principe du commun » au droit de propriété¹⁶. Elle permet en outre de contrer les intérêts du lobby pharmaceutique et de dévoiler la complicité des États européens dans la protection de leurs profits. Le pouvoir illimité de Big Pharma est

d'ailleurs l'une des préoccupations qui traversent les manifestations récentes contre le pass sanitaire et, pour lesquelles le cri de « liberté » pourrait progressivement s'orienter vers son contenu substantiel, c'est-à-dire celui d'une liberté qui permet à tout un chacun d'être libre en vertu de son statut d'égal.

Refaire la démocratie

Les revendications démocratiques sont également au cœur des préoccupations de l'ensemble des mouvements sociaux contemporains dans lesquels elles s'articulent aux revendications de justice sociale. La question démocratique doit être posée en amont et en aval du processus révolutionnaire car elle encourage la constitution et l'élaboration de formes multiples de contre-pouvoir. Ici le chantier contemporain est très vaste et s'étend des Zad au répertoire des occupations de l'espace public en passant par les blocages des transports et des flux de marchandises et les nouvelles appropriations de l'outil de l'assemblée. L'une des expériences les plus intéressantes en ce sens est certainement celle des Gilets jaunes dont la richesse du répertoire de lutte et la rapidité du processus de politisation révèlent au grand jour les capacités d'auto-organisation et de prise en charge des questions matérielles, démocratiques et sociales de la part des exploités et des opprimés. Parmi les expériences démocratiques du mouvement, on peut sans doute mentionner l'« Assemblée des assemblées » (ADA) ayant réussi à coordonner des centaines de groupes de Gilets jaunes, selon une logique de démocratie directe : l'élection, par des assemblées locales, de délégués qui se réunissent pendant deux ou trois jours pour dresser le bilan et les perspectives de la mobilisation¹⁷. Une partie des Gilets jaunes se déclarent, à l'issue de cette expérience, comme anticapitalistes.

Inclassables, les Gilets jaunes se constituent tout de même en classe au sens de « classe mobilisée¹⁸ » qui porte une parole¹⁹ sur elle-même et essaie de fabriquer une culture politique. Le recours au vocabulaire de 1789, la façon dont ils/elles retournent les registres de l'ordre républicain contre le pouvoir de Macron, renvoient précisément à cette démarche de faire « classe », en combinant passé et présent et en imposant une rupture de l'ordre des choses.

« Peut-être l'heure est-elle venue de rendre les révolutions à leur pluralité et de les débarrasser de l'encombrante majuscule ; de démêler les temporalités désaccordées pour penser contre-temps de la grande métamorphose annoncée. La révolution permanente est à la fois acte politique et processus social, événement et histoire, rupture et continuité²⁰. » □

1) A. Supio (2020), La gouvernance par les nombres, Arthème Fayard/Pluriel, Introduction.

2) U. Beck (2008), La société du risque, Flammarion.

3) Les recettes de l'UNEDIC (l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage) proviennent à la fois des cotisations sociales, et donc du salaire socialisé des travailleurs (63% des recettes de l'UNEDIC), et de la CSG qui est un impôt directement prélevé sur le salaire des travailleurs (37% des recettes de l'UNEDIC). Quant à l'État, ses recettes proviennent également des différents impôts, payés en grande partie par les travailleurs. Voir à ce propos http://www.sud-travail-affaires-sociales.org/IMG/pdf/de_quoi_l_activite_partielle_est-elle_le_nom.pdf

4) La tribune est consultable ici : <https://plus-jamais.org/2020/05/06/petition-plus-jamais-ca-construisons-ensemble-le-jour-dapres/>

5) Consulter le projet ici : <https://democratizingwork.org>

6) F. Lordon (2021), Figures du communisme, La Fabrique.

7) Max Weber (1904-1905), L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Librairie Plon, 1964, p.26-32, version numérisée sur « Les classiques des sciences sociales ».

8) J. Amair et al. (2007), Socialisme ou barbarie, Anthologie, Graphéco au Mans, édité par l'association Acratie, p. 168.

9) A. Gramsci, Cahiers de prison, Cahier 7, §35, p. 202, Gallimard.

10) H. Marcuse (1968), L'homme unidimensionnel, Minuit, p. 30.

11) Proposé au tournant des années 2000 par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen, l'anthropocène désigne une nouvelle époque géologique, encore informelle, faisant suite à l'holocène et étant marquée par l'impact des activités humaines sur le climat.

12) A. Gorz, Misères du présent, richesse du possible, Paris, Galilée, 1997, p. 149.

13) A. Cukier, (2021). « Démocratiser, émanciper, libérer le travail : enjeux politiques en Europe occidentale, du XIXe au XXIe siècle ». Mouvements, 106, 18-26.

14) K. Marx, Manuscrits de 1857-1858 dits Grundrisse, réimpression 2018.

15) OCDE, Réformes économiques : Objectif Croissance 2010, Pier Carlo Padoa-Schioppa, OCDE, mars 2010.

16) P. Dardot et C. Laval (2015), Commun, Essai sur la Révolution au XXIe siècle, La Découverte. P 231-283.

17) Q. Ravelli et al. « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points », Mouvements, vol. 101, n°1, 2020, pp. 13-24.

18) Voir la discussion de Daniel Bensaïd autour du concept bourdieusien de « classe mobilisée » in D. Bensaïd, (2000), Le sourire du spectre, Michalon.

19) Samuel Hayat parle d'une « classe parlée qui reprend la parole sur elle-même ». Olivier Fillieule, Samuel Hayat et Sylvie Monchatre, « Trois regards sur le mouvement des Gilets jaunes », La nouvelle revue du travail En ligne, 17 | 2020.

20) D. Bensaïd, op. cit. p. 230-231.

Le parti et la révolution

PAR ANTOINE LARRACHE

Un des enjeux décisifs de l'élection présidentielle française est la question du parti. Les débats autour de la primaire de la gauche proposée par Hidalgo, l'acharnement de Mélenchon à saborder/renouveler ses partis successifs le mettent en lumière. Mais ce n'est pas une question seulement française ou européenne, l'absence de parti pour faire face à la crise du capitalisme est criante, effrayante.

En France, ce problème est d'autant plus d'actualité que l'absence d'un parti qui se réclame un tant soit peu des exploités saute aux yeux. Même s'il ne faut pas schématiser, les 3 % d'électeurs que les sondages donnent à Hidalgo sont d'une certaine façon le reflet des 21 000 votants au dernier congrès du Parti socialiste. Les 2,5% de Roussel, celui des 30 000 au congrès du PCF. Cela montre la déliquescence de partis qui comptaient des centaines de milliers d'adhérents, sinon de militants, il y a trente ou quarante ans. La France insoumise revendique 600 000 adhérents, mais ses finances indiquent des ressources liées aux dons de personnes physiques inférieures à celles du NPA et d'EELV, ce dernier revendiquant 10 000 membres. Le problème dépasse largement la scène française, au Chili où le mouvement pour la nouvelle Constitution est suivi d'un reflux considérable sur le plan des élections, en Algérie où le Hirak n'a pas abouti sur le terrain organisationnel et dans la plupart des pays où des mobilisations de masse ont lieu.

L'urgence de renverser le capitalisme, en temps de crise climatique, pandémie et plus globalement de l'ensemble des rapports sociaux, est aussi criante que l'absence de projet alternatif légitime aux yeux des masses et des structures pour les porter.

FACE AU REcul DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

L'écart semble se combler temporairement lors de crises politiques d'ampleur : en Algérie, au Chili, à Hong Kong, lors du mouvement des Gilets jaunes, du mouvement des paysans en Inde, où il arrive régulièrement que des mouvements

organisent des centaines de milliers, voire des millions de personnes en posant des questions politiques et la question du pouvoir. Mais cela n'aboutit pas à la construction d'organisations permanentes et de partis. Il y a un décalage entre l'urgence d'une alternative au capitalisme et la faiblesse de sa construction. D'un autre point de vue, on peut également observer le décalage entre l'extension numérique et géographique du prolétariat dans le monde et la faiblesse de la constitution du prolétariat en classe, le passage de la « classe en soi » en « classe pour soi ».

Dès Marx, s'opérait une distinction « entre le parti, "au sens strict" ou "éphémère" (l'organisation proprement dite), et le parti "au sens large" ou historique, qui n'est autre que le mouvement même de la classe ouvrière dans l'histoire, le développement de toutes ses formes d'organisations syndicales, mutualistes ou politiques¹ ». Force est de constater que le recul est global aujourd'hui, qu'aucune organisation ouvrière ne se développe en servant de modèle, dans le monde. Ce n'est pas une coïncidence de constater que, dans cette période, il y a un profond recul des projets émancipateurs, du point de vue théorique où rares sont les conceptions alternatives à celles du capitalisme capables de s'exprimer en positif, comme du point de vue de leur appropriation par les masses.

L'expérience montre qu'il y a un lien fort entre conscience et organisation, qu'il n'y a pas de conscience sans organisation, et pas d'organisation sans conscience, sans projet politique. Parce que l'organisation est la concrétisation de rapports politiques, de rapprochements militants et/ou théoriques entre

des individus ou des collectifs qui perçoivent la convergence de leurs points de vue ou de leurs luttes. La faiblesse des structures militantes permanentes est le reflet d'un recul de la conscience.

COMMENT FAIRE FACE À CETTE SITUATION ?

Les réponses sont variées. Celle d'un Mélenchon est de rejeter, dans une même dynamique, le parti au profit du mouvement, la classe sociale au profit du peuple et la gauche pour la nation. C'est une tentative de contourner le problème : puisque la classe ouvrière ne s'organise pas, tournons-lui le dos ainsi qu'à la forme parti. Cette esquive montre actuellement son inefficacité : Mélenchon était censé redonner du pouvoir au peuple et lui permettre de s'émanciper, mais il construit des structures non démocratiques qui ne permettent pas d'élever sa conscience et son activité, collectivement. La mesure de la conscience étant résumée dans les scores électoraux, on retrouve une tendance, régulièrement à l'œuvre dans le mouvement ouvrier, d'adaptation au niveau de conscience au lieu de tenter de l'élever, où l'on recherche des compromis de classe pour élargir sa surface sociale (comme lorsque la CGT met tout en œuvre pour syndiquer les cadres au lieu de s'inquiéter de la faible syndicalisation des ouvrierEs). Le PCF et le PS caricaturent cette démarche, les positions du PCF sur la police et ses accords avec le PS sont là pour le montrer. Ian Brossat résume ce rapport aux enjeux institutionnels : « le PCF a pour volonté de rassembler très largement pour ces élections en instaurant un pacte législatif avec l'ensemble des forces politiques de gauche, avec le souci de la dimension locale, qui importe et qu'il

convient de respecter. Le Parti communiste est moteur et sert de passerelle entre les différents courants politiques pour réussir ces élections législatives². »

La réponse symétrique à cette adaptation au carcan institutionnel bourgeois est une réponse idéologique qui croit que c'est la clarté d'un projet politique qui détermine sa capacité à convaincre les masses et donc à organiser. Une autre tentative de réponse étant le remplacement du parti par des réseaux et de l'action concrète par des groupes de réflexion et des colloques. Ce type de vision est à peu près le contraire d'une vision matérialiste, qui comprend que le développement des idées est essentiellement le résultat du développement des conditions matérielles. Mandel résume « *le marxisme est un produit de son époque* », expliquant que son développement est le résultat d'une fusion militante entre d'un côté des expériences politiques de masse (Révolution française et luttes des classes du 19^e siècle), d'un autre la philosophie allemande classique, l'économie politique et la sociologie, et enfin l'expérience des groupes socialistes utopiques et des groupes ouvriers et révolutionnaires³.

C'est cette dynamique qui constitue les organisations, leur donne la possibilité d'un caractère de masse, parce que les masses s'approprient la théorie par l'expérience pratique, pas essentiellement par l'exemple ou par la proclamation. C'est cette possibilité de réaliser des expériences militantes de masse appuyées sur des théories qui correspondaient à leur temps, qui explique la réussite de la construction des trois premières internationales et l'extrême difficulté qui a suivi la fondation de la IV^e.

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA CONSCIENCE NON RÉVOLUTIONNAIRE

C'est lors d'événements exceptionnels, des mouvements de masse, des moments de prise de conscience de millions de personnes, que les révolutionnaires réalisent – rendent réel – leur projet. En dehors de ces périodes, nous sommes en permanence dans la contradiction qui consiste à vouloir organiser des masses qui ne sont pas révolutionnaires sur le chemin de la révolution. Pour dépasser cette contradiction, on cherche à se lier à la conscience telle qu'elle est pour la faire progresser dans et par la pratique. La campagne de Philippe Poutou montre plusieurs exemples de ce type : nous sommes confrontés dans les meetings à des personnes qui nous disent : « vous



Marche lesbienne pour la PMA pour toutes, Paris, 25 avril 2021.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

êtes révolutionnaires, très bien. Mais en attendant, qu'est-ce qu'on fait ? ». À nous d'y répondre, par la démarche transitoire d'une part, et par une réflexion sur le parti qui nous aide à nous lier à des masses non révolutionnaires sans nous perdre.

Lénine notamment aborde cette relation entre la théorie/stratégie et les masses, reprenant et parfois modifiant les conceptions de Marx et Kautsky. On peut résumer cette question en quelques points :

- « *Lénine combat la confusion, qualifiée de "désorganisatrice", entre le parti et la classe⁴.* » Il s'agit notamment d'accompagner mais de ne pas subir les flux et reflux. « *Il s'ensuit la nécessité d'une interaction dialectique entre l'auto-organisation de la classe – qui est sujette à des fluctuations considérables – et un parti d'avant-garde permanent, dont l'ampleur et l'influence de masse sont également sujettes aux hauts et aux bas de la conjoncture, mais qui est quand même plus stable, qui peut travailler de façon continue et qui peut donc mieux résister à la pression des rapports de forces défavorables. La liquidation de cet acquis, de l'organisation et de ses cadres implantés dans la classe, peuvent entraver la reprise ultérieure de la lutte de masse⁵.* »

- La séparation entre les communistes révolutionnaires et les autres organisations ouvrières n'est pas une évidence, ni pour les révolutionnaires ni pour les masses. Leur spécificité est constituée par le lien nécessaire (et difficile) entre la conscience des masses et le but final. *Le Manifeste du parti communiste* explicite : « *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.*

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. *Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.*
2. *Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.*

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. »

Il ne s'agit pas de relativiser la nécessité de la constitution d'organisations séparées vis-à-vis des autres partis, notamment des organisations réformistes, l'actualisation du passage du Manifeste consistant à élaborer une stratégie révolutionnaire, maintenir une stricte délimitation par rapport aux bureaucraties et

aux nationalistes. Mais, en revanche, on peut en déduire une méfiance vis-à-vis des groupes qui croient devoir se distinguer sur tout et tout le temps.

• La notion clé de crise révolutionnaire. « *La connaissance que la classe ouvrière peut avoir d'elle-même est indissolublement liée à une connaissance précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine, connaissance pas seulement théorique, disons plutôt moins théorique que fondée sur l'expérience de la politique*⁶. » C'est dans ce moment que la connexion entre la théorie révolutionnaire et la conscience des masses peut se réaliser. On parle de fusion entre l'agitation et la propagande. Daniel Bensaïd parle d'une « *crise générale des rapports réciproques entre toutes les classes de la société.* [...] *Alors seule-*

y a une distinction entre « classe en soi » et « classe pour soi », il faut accepter que cette distinction est en réalité une interaction dialectique. Ainsi les frontières entre les classes ne sont ni étanches ni rigides, et il y a autant de danger à restreindre le prolétariat à une classe ouvrière imaginée identifiée aux grandes usines où l'on produit des marchandises, qu'à l'élargir au point de ne plus voir de limites et considérer que le prolétariat seraient les 99 % les moins riches. En effet, dans le vocabulaire réformiste, « notre camp social » est tout à fait celui des exploités, du peuple de gauche, ou du progrès, tandis que les syndicats s'acharment à syndiquer les cadres ou catégories A de la fonction publique dont une bonne partie fait en réalité partie de la petite bourgeoisie. Dans *Où va la France* (1934), Trotsky aborde la question de la confiance

une classe prolétarienne, en mettant en avant un programme radical, tout en s'appuyant sur les luttes réelles, concrètes, des classes populaires, et leur aspiration – qui correspond à un besoin réel dans le rapport de forces – à l'unité.

Les débats qui nourrissent la gauche révolutionnaire dans sa diversité, de celles et ceux qui participent à des organisations larges, « de classe » jusqu'aux organisations qui ne veulent avoir aucune relation avec les organisations réformistes, débats qui renvoient, en réalité, à un questionnement sur la meilleure façon de faire en sorte que les masses s'approprient une conscience révolutionnaire. Les unEs veulent redonner confiance par des victoires sociales, des succès électoraux, par la construction d'organisations associant des parcours variés, d'autres par les luttes et par la mise en avant d'un programme le plus abouti possible.

Le chemin le plus probable se situe entre les deux : des expériences militantes unitaires ou dans les institutions, éclairant les politiques des différents courants, sont nécessaires pour prendre confiance et conscience qu'il n'est pas possible de réformer le capitalisme. En ayant en tête Rosa Luxemburg : « *Éduquer les masses prolétariennes, cela veut dire : leur faire des discours, diffuser des tracts et des brochures. Non, l'École socialiste des prolétaires n'a pas besoin de tout cela. Leur éducation se fait quand ils passent à l'action*⁸ ». Et demeure, indispensable, la constitution d'une organisation d'avant-garde qui, sans sectarisme, tente de formuler un « plan stratégique central », révolutionnaire, liant toutes les questions politiques, forme des militantEs qui sont des révolutionnaires tant par leur compréhension du monde que par leurs pratiques militantes, émancipatrices, autogestionnaires, antibureaucratiques. □



ment, et non en vertu d'un inéluctable mûrissement historique, le prolétariat peut être transfiguré et « devenir ce qu'il est ». Cet élément est lié à l'affirmation audacieuse que « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons*⁷ ». Il s'agit de considérer que le prolétariat ne se constitue en classe que dans la lutte générale, politique.

DE QUI SOMMES-NOUS LA VOIX ?

Il reste une question également clé, de savoir quelle classe on se propose d'organiser. En ayant en tête un élément important de la situation : s'il

que le prolétariat peut susciter dans la petite bourgeoisie à condition de mettre en avant des solutions radicales, socialistes, fermement opposées aux politiques de la classe dominante. Pour prendre un exemple concret : aider le petit patronat en difficulté économique, par exemple par du chômage partiel ou des prêts, donne confiance à la petite bourgeoisie ; tandis qu'élargir le droit au chômage et augmenter les salaires peut permettre de résoudre les problèmes concrets du petit patronat en le liant économiquement à une classe ouvrière que l'on met en confiance. Notre objectif est donc de développer les éléments de socialisation et de solidarité, d'homogénéiser, de constituer

1) Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti*, 1986

2) Cause commune, revue d'action politique du PCF, septembre-octobre 2021

3) La place du marxisme dans l'histoire, Ernest Mandel, *Cahiers d'étude et de recherche, IIRF*, 1986

4) Daniel Bensaïd, « *Les sauts, les sauts, les sauts* », juillet 2002

5) « *Auto-organisation et parti d'avant-garde dans la conception de Trotsky* », Ernest Mandel, 1989

6) Lénine, *Œuvres*, tome IX, p. 119 et 15, p. 298, Paris, Éditions sociales, cité par Daniel Bensaïd

7) Que faire ?, Lénine, 1902

8) Rosa Luxemburg, « *Notre programme et la situation politique* », intervention au congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne (KPD), 30 décembre 1918.

Avril 1995 : 5 semaines de grève à l'usine Belin/Danone d'Évry (91)

PAR NORBERT NUSBAUM

J'ai été embauché à l'usine Belin d'Évry comme ouvrier sans qualification à la fin de l'année 1986. J'étais militant d'un groupe révolutionnaire et, deux ans plus tôt, j'avais quitté mon précédent emploi d'employé de banque pour entrer dans l'industrie dans le but de constituer des groupes d'ouvrierEs révolutionnaires.

L'usine Belin d'Évry appartenait alors au groupe américain Nabisco. 900 personnes y travaillaient au total dont 560 ouvrierEs. Il existait deux autres usines. L'une à Calais avec 250 personnes et l'autre à Château-Thierry avec 500 personnes.

À Belin et à Évry en particulier, on fabriquait des biscuits sucrés et salés, dont certains sont encore en fabrication aujourd'hui. C'était une production industrielle. Les équipes tournaient en 3x8 avec 6 pétrins informatisés et 7 lignes de fabrication, de façonnage et de cuisson de 150 mètres de long chacune.

Au rez-de-chaussée, l'atelier de conditionnement, le plus vaste, rassemblait près de la moitié du personnel de production. C'est à cet endroit que travaillaient le plus de femmes qui étaient également les plus mal payées. Au total, l'usine d'Évry expédiait chaque jour 1200 palettes de biscuits aux quatre coins du pays.

Elle était considérée, à l'époque, comme l'usine la plus moderne d'Europe.

DES SYNDICATS COMBATIFS

Il y avait trois syndicats en 1986. CGT, FO et CFDT. La CFDT était dirigée par un ouvrier professionnel complètement inféodé à la direction. La CGT était animée par un professionnel également. Sans trop de motivation autre que personnelle. FO par un ouvrier de cuisson atypique. Nous y reviendrons.

L'usine construite dans les années 1970 n'avait jamais connu de mouvement de lutte significatif. Quelques débrayages aux dires des ancienNES. Rien de plus. Belin était une entreprise paternaliste sans grande tradition de solidarité ouvrière.

En 1988, dans le cadre du Monopoly permanent du capitalisme, Nabisco vend son groupe, dont les 3 usines Belin françaises, à un fonds d'investissement américain nommé KKR¹. Ce fonds revend immédiatement le groupe « à la découpe ». Les trois usines Belin sont rachetées par le groupe Danone.

À cette période, j'étais le secrétaire de la CGT. J'avais tissé des liens avec un groupe d'ouvrierEs combatifs qui se sont répartiEs dans les trois syndicats, marginalisant progressivement les ouvriers les plus modérés. L'ouvrier animant FO était un ancien petit patron boulanger, autodidacte et libertaire dans l'esprit.

Un petit mot sur qui étaient ces ouvrières et ouvriers qui petit à petit étaient entrés dans ces trois syndicats.

Nous sommes dans l'Essonne. Pour beaucoup, ces travailleurs/euses ont grandi dans les cités environnantes : Grigny La Grande Borne, Corbeil-Essonnes les Tarterêts, Ris-Orangis... Beaucoup ont eu des démêlés avec la police. Certains ont un casier judiciaire. Les ouvrières élèvent seules leurs enfants avec des salaires minables. La vie ne leur a pas fait de cadeau. Ni aux unes ni aux autres.

Nous n'avions presque pas d'heures de détachement syndical. Nous participions aux réunions de CHSCT, de CE ou de déléguéEs du personnel. Le reste du temps nous étions à la machine et nous nous réunissions sur notre temps personnel avant et/ou après notre journée de travail. C'est

là que nous rédigeons les comptes rendus et les tracts. C'est là que dans les années 1990 nous avons appris à nous servir des premiers ordinateurs. C'est là aussi que nous nous réunissions de façon informelle pour échanger les idées et nous informer mutuellement de ce qui se passait dans l'usine dans tous les domaines : technique, sécurité, ambiance parmi nos collègues de travail, problèmes personnels, etc.

La plupart de nos tracts étaient communs : CGT, CFDT et FO. Nous avons ainsi investi les trois syndicats pour éviter que la direction n'en récupère un en y plaçant une marionnette.

En décembre 1988, au moment du rachat de l'usine par Danone, J.-P., le camarade de FO, estime qu'il est temps de « faire monter le prix du loyer de l'usine ». Les travailleurs/euses n'attendent que ça. La grève est votée. Elle durera une semaine, sera dirigée par un comité de grève élu à chaque assemblée générale... Et sera victorieuse.

TROIS MOIS DE CAMPAGNE SUR LES SALAIRES

En 1994 Danone annonce 3,6 milliards de francs de bénéfices auxquels il faut ajouter 7 milliards de cash-flow, c'est-à-dire de l'argent immédiatement disponible. Les salaires, bien que supérieurs à ceux payés dans la branche, ne bénéficient pas du ruissellement de ces montagnes de profits.

Fin 1994, début 1995, des luttes pour les salaires ont lieu. Alstom pour 1500 francs d'augmentation pour toutes et tous. Les ouvriers de Renault-Flins se mettent en grève fin mars 1995. Le directeur adjoint



de Danone explique même qu'un groupe qui gagne 3,6 milliards de francs est bien obligé de payer correctement ses salariéEs par rapport à ses concurrents. Le moment semblait donc propice à ce groupe d'ouvrierEs répartiEs dans les trois syndicats de tester la combativité des camarades de travail.

Une campagne systématique sur les salaires démarre. Mais il était difficile de se faire une idée exacte du répondant et c'était difficile de savoir si, au-delà des discussions, les collègues étaient prêts à faire quelque chose.

Une assemblée générale aurait été nécessaire, mais elle était difficile à organiser avec trois équipes et cinq horaires différents par équipe. Sans compter la petite équipe du week-end. Un sondage le lundi 3 avril montrait que sur 250 personnes interrogées, 130 étaient pour faire une journée de grève et 120 contre. C'était un résultat mitigé, mais fallait-il en rester là ? Une minorité ne le pensait pas.

En fait ce sont les ouvriers de fabrication qui ont tranché. Le lendemain, à 5 heures du matin, ils décident de débrayer deux heures. La production est bloquée. Après un tour de l'atelier de fabrication, à 7 h il y a déjà 50 grévistes. Ce n'est pas extraordinaire. Mais profitant du blocage de l'usine, on décide collectivement d'organiser une assemblée générale avec l'équipe d'après-midi. Au cours de cette assemblée générale, la grève est votée au moins pour la journée et la revendication de 1500 F d'augmentation mensuelle (200 €) est votée par 60 % des travailleurs/euses présentEs.

Les jeunes de production et de maintenance poussent à la grève et leur enthousiasme fait tache d'huile : le nombre de grévistes augmentent d'heure en heure, d'équipe en équipe,

d'atelier en atelier.

LA GRÈVE DÉMARRE POUR DE BON

Lors de l'assemblée générale (AG) du lendemain, la proposition d'élire un comité pour appliquer les décisions prises en assemblée générale ne rencontre aucun obstacle. Un comité de grève est donc élu. On y compte plus de vingt grévistes dont une majorité de non-syndiquéEs. Les animateurs/trices des trois syndicats y sont éluEs également. C'est un moment fondateur pour cette lutte qui va durer 5 semaines.

Les revendications (incluant le paiement des heures de grève) sont votées à l'unanimité. La continuation de la grève sera votée chaque jour. Dès le lendemain, les grévistes prennent la décision de ne plus faire



DR.

d'AG par équipe. Il n'y aura plus qu'une AG commune à toutes et tous quelle que soit son équipe ou ses horaires de travail.

À partir de la première AG commune, près de 400 personnes sont réunies régulièrement soit à la cantine, soit sur les pelouses lorsqu'il fait beau. Les réunions du comité de grève sont publiques, elles se déroulent après l'assemblée générale, au même endroit et tout le monde peut assister et participer aux discussions.

Tout le monde est d'accord : la grève doit être menée par les grévistes, syndiquéEs ou non. Les casquettes syndicales disparaissent.

LA DIRECTION ET LES BUREAUCRATES SONT BLOQUÉS

Dès le premier jour de la grève, la

direction propose des négociations, alors qu'une partie des ouvrières du conditionnement n'est pas encore entrée dans le mouvement. C'est dans cet atelier que la pression de la maîtrise est la plus forte.

La direction pose ses conditions : elle veut négocier avec les délégués syndicaux centraux. Elle tente de remettre en cause, dans les faits, la représentativité et la légitimité du comité de grève, qu'elle « invite naturellement ». Il faut dire que les délégués centraux CGT et FO viennent des autres usines qui ne sont pas en grève et ne sont pas réputés pour leur combativité. En prétendant négocier au niveau du groupe Belin, la direction espère faire pression sur les grévistes d'Évry en tablant sur leur isolement.

La question est largement débattue à l'AG suivante. Malgré l'hostilité vis-à-vis du délégué central de la CGT, qui a accepté de revenir aux 40 heures à l'usine de Calais, un compromis est trouvé : ils pourront être présents mais seulement pour écouter !

Les négociations commencent à 11 h dans une ambiance particulière : les

23 membres du comité de grève sont autour de la table entourant les bureaucrates syndicaux, de fait muselés. Toutes les fenêtres de la salle, au rez-de-chaussée, sont ouvertes. Ainsi les grévistes peuvent écouter tout ce qui se dit.

La direction propose alors au comité de grève soit une augmentation de 150 F (20 €) par mois dès ce mois-ci, soit une augmentation de 2 000 F de la prime de vacances (qui est à 200 F), vieille revendication des ouvrierEs de Belin. Ces propositions sont unanimement rejetées. La grève pour une augmentation de 1500 F par mois continue. Le lendemain la direction concède unilatéralement la prime de 2000 F, en faisant savoir que c'est là son dernier mot.

Nous ne le savions pas encore, mais

c'était le deuxième jour d'une grève qui durerait 5 semaines sans que la direction ne cède davantage. Alors, pourquoi ce long conflit a-t-il été considéré comme une victoire par toutes celles et ceux qui y ont participé ?

L'EXTENSION DE LA GRÈVE

Tout d'abord, la grève dès ce jour s'est encore étendue. Une grande partie des ouvrières du conditionnement ont alors rejoint le mouvement. La participation à ce moment-là était de plus de 80 % au niveau de la production et il y avait près de 400 personnes aux AG. Les grévistes n'ont pas pu entraîner les employéEs de bureau avec lesquelles les rapports ont toujours été cordiaux durant tout le conflit.

Ensuite parce que, du début à la fin, toutes et tous les travailleurEs qui l'ont souhaité ont pu décider démocratiquement de la façon de mener la lutte. Divers épisodes de cette grève vont montrer que lorsque les grévistes prennent complètement en main leur lutte, bien des manœuvres patronales sont éventées. Parfois même avant qu'elles ne soient mises en œuvre.

Dès le 7 avril, tout le monde a compris que la grève est partie pour durer. Depuis le début du mouvement et jusqu'au bout, une équipe de grévistes sera chaque matin sur les lieux. Dès 4h30 - 5h00, pour accueillir les non-grévistes... Et plus tard pour mesurer le nombre de grévistes reprenant le travail.

Les grévistes convergent petit à petit vers la grande salle de la cantine où à 9h00 a lieu la réunion du comité de grève précédant l'AG. Lors de cette AG, suivant les propositions de la direction, la principale question discutée est bien sûr celle des perspectives. CertainEs grévistes évoquent plusieurs fois, durant les premiers jours de la grève, la possibilité de bloquer l'usine. Parce que cela semble être une action « dure » contre le patron. Pourtant il apparaît évident à la fin de la première semaine que la grève est assez massive pour que la production ne sorte pas ou très peu. Bloquer est donc inutile. Sur ce problème, l'unanimité se fait assez vite au sein du comité de grève qui finit par convaincre l'ensemble des grévistes.

Des tracts sont distribués par les grévistes aux salariés des entreprises de

la zone industrielle. En voici un extrait : « ...Vous et nous sommes voisins. Nous travaillons dans la même zone industrielle ou à proximité. Vos patrons et les nôtres gagnent des bénéfices de plus en plus importants tout en nous refusant toute véritable augmentation depuis plusieurs années. Aujourd'hui de nombreuses entreprises sont en lutte pour les mêmes revendications. Ces revendications sont les vôtres ! Si vous décidez de vous y mettre à votre tour, nous qui sommes en grève totale nous serons tous solidaires. Le comité de grève de Belin ».

Ce qui est discuté la semaine suivante en AG c'est de tenter l'extension de la grève mais dans le groupe cette fois. Il y a plusieurs usines du groupe Danone en France en 1995. Outre celle d'Évry, il y a une usine à Calais, une autre à La Haye-Fouassière à côté de Nantes, une à Cestas en Gironde et une à Château-Thierry, dans l'Aisne. La plus proche de Paris.

C'est cette usine que les grévistes choisissent d'aller visiter. La direction ayant fait courir le bruit que les grévistes d'Évry ne seraient pas les bienvenuEs parmi leurs collègues de Château-Thierry, deux voitures partent en éclaireuses quelques jours avant pour sentir le climat. En revenant, tout le monde est rassuré. On ne sera pas mal accueilli.

Le lendemain, 120 grévistes débarquent dans deux cars et quelques voitures à l'usine Belin de Château-Thierry. Un comité d'accueil de cadres nous attend et nous bloque le passage. Mais c'est symbolique et les grévistes forcent le passage et se répandent dans toute l'usine qui avait été opportunément mise à l'arrêt pour de prétendues raisons de formation interne. Cela nous permet de discuter avec nos collègues, d'échanger les feuilles de paye mais pas de les convaincre de rejoindre la grève. Nous repartons deux heures plus tard, accompagnés à nos cars par une dizaine d'ouvrierEs ayant quitté leur poste pour l'occasion.

LE TEST DE LA DÉTERMINATION DES GRÉVISTES

Durant l'AG suivante un phénomène nouveau apparaît. Certains membres du comité de grève disent vouloir une grève « raisonnable », « intelligente », et voudraient qu'on propose le plus

vite possible à la direction de négocier. Ces « conciliateurs » (comme certains les appellent) représentent un courant qui existe incontestablement parmi les grévistes qui s'inquiètent de voir la direction laisser pourrir le conflit. Les mêmes ont l'impression d'avoir fait le maximum, laissant entendre qu'il ne sera plus possible de tenir très longtemps. Inquiétude relayée parfois par la méfiance de quelques-uns envers des militants connus pour leur « radicalisme politique ». Mais à cette inquiétude, la majorité du comité de grève répond qu'il y a d'abord un problème de rapport de forces et que c'est à la direction d'ouvrir des négociations, car autrement les grévistes se mettraient en position de faiblesse.

La discussion a été suivie par de nombreux grévistes. À l'assemblée générale qui suit il y a environ 120 personnes (beaucoup à partir de cette deuxième semaine ont choisi en effet de rester chez eux, et cela compte tout de même un peu dans la baisse de moral de certains). Seulement, il y a plus de monde que d'habitude à s'exprimer et dire qu'il faut aller jusqu'au bout, pour les 1 500 F, et qu'il n'est pas question de s'abaisser devant la direction ! La poursuite de la grève est votée à l'unanimité, et la fameuse lettre est laissée au placard. Il y aura ainsi les jours suivants plus de monde à assister aux séances du comité de grève (qui sont publiques), et plus de monde à intervenir en assemblée générale pour dire qu'il faut continuer. Cette petite « épreuve de vérité » a finalement renforcé la détermination du plus grand nombre. Et quelques-uns des « conciliateurs » eux-mêmes rejoignent, dès lors, les partisans les plus déterminés du mouvement.

LA GRÈVE COMMENCE À DEVENIR CONTAGIEUSE

Dès la deuxième semaine la grève a été rapidement médiatisée. Il faut dire que le comité de grève s'est donné les moyens d'informer les journalistes. L'un de ses membres a assuré une permanence téléphonique quasi constante auprès d'eux. Toujours est-il qu'une équipe de France 2 nous attendait au retour de Château-Thierry, une équipe de France 3 est là à son tour le lendemain. Ce jour-là des camarades de Coca-Cola, dont l'usine est située à quelques centaines de mètres de Belin, lancent devant la caméra : « Belin,

Coca-Cola, la Sécurité Sociale [il venait d'y avoir une manifestation dans les rues de Paris], *tout ça, on a les mêmes intérêts. Qu'est-ce qu'on veut ? Du pognon !* ». Le reportage passe le soir aux informations régionales. Il ne popularise pas seulement la grève de Belin, mais aussi l'idée du « tous ensemble ». L'usine de Belin devient de fait un pôle dans le secteur. Vendredi un pique-nique est organisé à l'usine par les grévistes. Des syndicalistes de Coca-Cola et de Diépál (une filiale de Danone située à Ris-Orangis) sont là, ainsi qu'une équipe de Château-Thierry venue rendre la pareille suite à la visite faite quelques jours auparavant. Les discussions vont bon train, et ces camarades sont invités à participer à une séance du comité de grève et à l'assemblée générale qui suit en début d'après-midi. On envisage ensemble les possibilités de chacun de mettre son usine en grève à partir de mardi (le lundi étant jour férié).

Mardi 18 avril, les travailleurs de Coca-Cola et de Diépál se mettent en grève, les premiers pour 1 000 francs d'augmentation (ils avaient déjà obtenu 600 francs au cours d'une précédente grève, 3 ans auparavant), les autres pour 1 500 francs.

À Château-Thierry, un débrayage de deux heures par équipe est bien suivi. C'est là un premier pas. Des grévistes de Belin se rendent rapidement dans chacune de ces usines pour resserrer les liens. Cela est bien vu. Jeudi, des représentants de Coca-Cola et de Diépál se retrouvent à Belin pour une conférence de presse commune, en présence de journalistes de France 3, Télé Essonne et l'AFP. Chacun raconte bien sûr l'historique de sa grève, mais pour insister sur la nécessité de se serrer les coudes. « *Si les patrons s'entraident, il faut bien que les ouvriers s'entraident aussi* » conclut un camarade de Coca-Cola.

La grève a donc fait un peu tache d'huile, et la presse comme *le Parisien* ou *Libération* s'en sont fait l'écho. Mais cela n'a pas pris non plus un caractère

explosif. C'est le résultat d'un travail patient voulu par un certain nombre de militants qui ont convaincu le comité de grève et les grévistes qu'on aurait tout à gagner à essayer d'étendre le mouvement. Beaucoup y ont été sensibles parce qu'on parle des grèves dans les journaux, à la télévision, et parce que ce climat social un peu incertain – même s'il n'est pas franchement orageux – a de quoi inquiéter les patrons, et donc le nôtre.

D'ailleurs le directeur général de Belin n'hésite plus à exprimer sa mauvaise humeur devant quelques grévistes : « *Votre grève est trop médiatique, trop politique* ». Cela gêne visiblement la direction.

Cependant, si beaucoup souscrivent à cette perspective de tentative de généralisation ou en tout cas n'y sont pas

de quelques jours. Les grévistes de Coca-Cola tiendront plus longtemps mais, après la fin de la grève de Danone, ils et elles reprendront le travail sans avoir gagné cette fois-ci.

LA FIN DE LA GRÈVE

À partir de ce moment la grève va s'effiloche. C'est le moment que choisit la direction pour faire intervenir des briseurs de grève. Ce sont des cadres venant des différentes usines du groupe qui tentent de refaire fonctionner quelques fours et quelques machines de conditionnement. Cela suscite évidemment une vraie colère parmi les grévistes en lutte depuis bientôt quatre semaines. On déclenche les arrêts d'urgence, balance quelques boules puantes et pas mal d'insultes à l'encontre de ces gens qui tentent de sa-

boter notre lutte. Le rapport de force est malgré tout encore en faveur des grévistes même si chaque jour plusieurs ouvriers reprennent le travail. La production sortie par ces briseurs de grève notamment incompétents est symbolique. Mais la direction de Danone ne néglige pas les symboles.

Constatant un fléchissement certain du moral de certains grévistes, la direction tente de reprendre la main en envoyant les chefs d'atelier tenter de réunir les ouvriers de production atelier par atelier. Beaucoup acceptent d'y participer. Il s'agit évidemment de réunions de dénigrement visant à démoraliser les travailleurs et travailleuses. Là encore l'efficacité d'un comité de grève fait ses preuves. Des membres du comité s'invitent dans ces réunions et contrent publiquement les propos des cadres. Ces réunions se liquéfient. La direction a échoué.

L'hémorragie de grévistes continue. Il faut bien constater que les AG sont de plus en plus clairsemées. Le comité de grève, bien conscient du risque de pourrissement, tente de reprendre la main. Nous décidons d'aller au siège de



DR.

hostiles, ce n'est pas au point d'avoir franchement envie de sortir à nouveau nombreux de l'usine, comme cela avait été le cas au début de la deuxième semaine en allant à Château-Thierry. Ce jeudi, jour de la conférence de presse commune, le conflit en est déjà à sa troisième semaine. Certes très peu de grévistes ont repris le travail et la grève est donc encore très largement majoritaire. Les assemblées générales réunissent encore chaque jour 100 à 120 personnes et ce sont les plus déterminés qui donnent le ton. Mais on sent aussi de plus en plus que l'objectif prioritaire est de tenir, à l'usine, et que c'est déjà bien. D'autant que le moral de certains commence même à flancher, et ils l'expriment même plus ou moins ouvertement en petits comités.

La grève de Diepal ne tiendra pas plus

Danone, dans les beaux quartiers parisiens, pour exiger le paiement d'une partie des heures de grève. La mairie PC de Ris-Orangis, à côté d'Évry, met un car municipal à notre disposition – et ceci, il faut le signaler – après nous avoir fourni des repas quotidiennement durant presque toute la grève.

Voilà 60 grévistes qui débarquent au siège de Danone où, contre toute attente, on nous ouvre les portes.

C'est le directeur général des Relations humaines de Danone qui nous reçoit. Il encaisse stoïquement nos revendications, se payant même le luxe de dire qu'il les comprend. Sans nous faire de propositions concrètes.

Le retour à l'usine douche les espoirs éventuels de cette discussion. 47 grévistes sont assignés au tribunal pour occupation illégale. Le tribunal ne fera que demander poliment aux grévistes de quitter l'usine sans mesures de coercition... En vain.

Quelques jours plus tard, la direction nous fait savoir qu'une prime de 1000 francs sera attribuée à toutes et tous si 50 % des grévistes reprend le travail.

Il est hors de question de céder au chantage. Mais les grévistes les plus déterminés, dont la totalité du comité de grève, voient bien que cela sent la fin. Le problème est de se replier en bon ordre et ne pas laisser la grève se terminer par effilochage.

Le comité de grève se réunit et met au vote la continuation ou non de la grève. Le vote est majoritaire pour la continuation. Mais même parmi les plus déterminés on sent qu'il faut en finir. Nous en sommes à 5 semaines de grève. Nous n'avons plus le rapport de force et même si l'usine est toujours désorganisée, les AG deviennent squelettiques et chaque jour des grévistes reprennent le travail.

Le comité de grève décide alors d'envoyer une délégation à la direction pour signer un protocole de fin de grève.

La direction voulait que l'on reprenne le jour même. On décide de reprendre le lundi suivant.

QUELQUES LEÇONS

Cette grève s'est inscrite dans une série de grèves du printemps 1995. Cette série de grèves a été occultée par les grandes grèves de la fonction publique et, en particulier, de la SNCF à l'hiver suivant. Pourtant des milliers de travailleuses et de travailleurs ont combattu les patrons ce printemps-là. La

grève de LU/DANONE EVRY est particulière car elle est a été menée du début à la fin par les ouvrierEs elles et eux-mêmes au travers des AG et quotidiennes et d'un comité de grève représentatif des grévistes syndiquées et non-syndiquées.

Cette intelligence collective a permis de réagir à chaque moment du conflit. De contrer les manœuvres patronales, de tenir à distance les bureaucraties qui se sont vu refuser l'accès à l'usine contrairement à des étudiants ou différents groupes politiques.

L'ambiance n'a plus jamais été la même à l'usine. Certes nos gains ont été assez limités mais c'est l'ensemble des grévistes qui a décidé du début à la fin de ce qui était acceptable pour elles et eux et ce qui ne l'était pas.

Le bonheur d'avoir relevé la tête. D'avoir reconquis notre dignité, d'avoir su mener seulEs notre longue lutte nous a définitivement rempliEs de fierté. Un jour le directeur des relations humaines a demandé à un des membres du comité de grève comment nous avons fait pour déjouer toutes les tentatives de la direction de casser le conflit. Il ne pouvait pas comprendre que des centaines de paires d'yeux et de cerveaux fonctionnant collectivement constituent une force quasi invincible. Ce questionnement de la part d'un patron est la plus belle des reconnaissances.

Quelques années plus tard, Danone a annoncé que la fermeture de l'usine d'Évry était programmée. La quasi-totalité des ouvrierEs s'est demandé comment réagir. Comme toujours dans ce type de situation, il y avait les partisanEs du refus à tout prix de la

fermeture et celles et ceux qui, anticipant cette fermeture, voulaient récupérer un maximum d'argent et pourrir le plus possible le plan patronal de licenciements. Celles et ceux-là furent majoritaires.

Se posa alors la question du mode d'action. Et c'est là que la grève de 1995 refit surface. À celles et ceux qui voulaient se mettre en grève, la majorité répondit que puisque qu'on allait perdre notre travail à terme, mieux valait venir à l'usine et ne plus travailler tout en restant à notre poste et en faisant des AG quotidiennes. C'est ce qui fut fait.

Dès l'annonce du plan de fermeture de l'usine, plus personne ne travailla bien qu'étant à son poste. La production n'était plus que l'ombre de ce qu'elle était en temps normal.

Alors que la fermeture était prévue un an et demi plus tard la direction renvoya immédiatement les ouvrierEs chez eux, payés jusqu'à leur licenciement. Une très importante prime extralégale fut accordée à chacunE (pas loin de 80 000 €).

Cela ne suffit pas à faire accepter ce crime social qu'est un licenciement et il y eut là aussi son lot de suicides, de maladies... Mais pas mal de salariéEs retrouvèrent un travail dans la région alors que les plus vieux partaient en retraite et que d'autres se formaient à d'autres métiers.

Il n'y a pas de happy end sous le capitalisme, mais c'est un moment de lutte et de dignité qui reste à jamais gravé dans les mémoires. □

1) Kohlberg Kravis Roberts & Co. – Wikipédia (wikipedia.org)



S'inviter chez les maires pour s'inviter à la présidentielle !

PAR L'ÉQUIPE PARRAINAGES

Chaque semaine dans l'Anticapitaliste, nous proposons un article sur la question des parrainages. Nous cherchons à mettre en avant ce travail militant en donnant la parole aux camarades investiEs dans différents départements.

Cela permet de montrer les pratiques différentes et de voir que nous sommes des centaines à tourner, pour se donner la pêche ! Même si la meilleure motivation reste de faire remonter des formulaires signés ! Ces tournées nous permettent aussi de constater que, partout où nous allons, les maires connaissent Philippe Poutou et reconnaissent sa légitimité à se présenter à la Présidentielle. Atteindre les 500 parrainages n'a donc rien d'impossible. Mais il nous faut, une fois de plus, augmenter les visites et convaincre. La période des vacances scolaires est en général propice puisque de nombreuses et nombreux militantEs ont plus de disponibilités.

PLUS DE SORTIES, PLUS DE MAIRES VUS, PLUS DE POSSIBLES...

Nous constatons une nette augmentation du nombre de camarades sur les routes. À ce titre le week-end rouge des 11 et 12 décembre a été une réussite, comparé au premier du mois de novembre. Rien qu'à Paris, une vingtaine de sorties ont été organisées dans les départements limitrophes de l'Île-de-France. Nous sommes aujourd'hui juste sous les 200 promesses. Nous avons l'objectif d'atteindre les 250 début 2022. C'est évidemment possible puisque des dizaines de maires attendent la fin de l'année pour se décider. Nous les avons déjà vu 1, 2 ou 3 fois parfois. C'est le moment de les relancer, pour qu'ils se décident à faire le geste démocratique.

Nous avons des impératifs qu'iels comprennent : par exemple, pour avoir droit à un prêt bancaire, nous devons donner des garanties et seules les promesses permettent d'apporter ces garanties aux banques. Nous savons aussi que de nombreuses rencontres avec des maires ayant eu lieu ces derniers jours porteront leurs fruits : ce sont des parrainages qui arriveront en janvier ou en février. Désormais, chaque signature glanée nous rapproche de l'objectif final qui est de s'inviter au banquet des politiciens bourgeois, afin de faire entendre la voix de celles et ceux qu'on n'entend pas : les travailleurEs, les chômeurEs, les exploitésEs et les opprimésEs. Faire entendre nos luttes pour l'égalité des droits, pour la dignité sociale, pour l'urgence climatique. Faire entendre nos propositions, notre projet d'un autre monde écosocialiste.

PARRAINAGES : MODE D'EMPLOI

La très bonne nouvelle de ce début de campagne est qu'elle attire des centaines de jeunes et de travailleurEs dans nos meetings. Ce sont donc des dizaines de contacts, des centaines même, qui sont laissés. En effet, pour la première fois depuis 2007, nous attirons du monde dans nos réunions, le niveau de médiatisation est supérieur et les retours sur les diffusions de tracts sont excellents. Cette sympathie se traduit aussi par un phénomène nouveau, des jeunes militantEs, mais aussi

des sympathisantEs que nous n'avons jamais rencontréEs auparavant (y compris sur les réseaux sociaux, particulièrement sur Twitter où le mot d'ordre « On vote Poutou » est souvent en top tweet ces dernières semaines) décident d'aller aux parrainages. Pour elleux, comme pour nous, hors de question que Philippe Poutou ne soit pas sur la ligne de départ ! Il est donc important de s'organiser au mieux : mettre en place des comités de soutien à la candidature de Philippe partout où c'est possible, se répartir les cantons, les communes, les conseillerEs départementaux, régionaux, faire des duos mêlant unE camarade expérimentéE avec unE novice, faire des formations rapides (comment faire un parcours, qui aller voir prioritairement, quel argumentaire, etc.). Rappelons par exemple que nous ne demandons pas aux éluEs de soutenir Philippe Poutou, ni son programme. Nous demandons que la démocratie et le pluralisme politique existent, nous demandons la possibilité de pouvoir nous présenter. Notre courant politique est présent à la présidentielle sans discontinuer depuis 2002, il existe également en dehors de cette échéance électorale : nous sommes légitimes et il est utile de le rappeler car une partie non négligeable de la population (même si elle est minoritaire) se retrouve dans notre discours et compte bien voter pour nous.

C'est le moment d'y aller, on passe la 2^e, la 3^e, et même la 4^e ! On sera là ! □